

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1750
du 2 au 8 octobre 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« La révolution sociale commence par la libération des femmes. »

Une femme kurde



Ni juste ni sainte, guerre à la guerre

Guerre. Le mot est lâché, on le retrouve dans tous les éditos de la presse écrite ou parlée, depuis qu'un ressortissant français a été exécuté en Algérie par un groupe se réclamant de l'EI (ou du Daech, comme il est de bon ton de le dénommer). Notre gouvernement nous avait déjà embringué au Mali en nous vantant l'efficacité et la rapidité de « nos » troupes, puis en la mettant en sourdine quand vint le temps du sur-place. Hier, ce même gouvernement était prêt à prendre la tête d'une coalition occidentale pour punir ce méchant Bachar al-Assad en Syrie. L'entreprise était restée lettre morte devant la non-participation étasunienne. Aujourd'hui, les États-Unis bombardent les partisans du Daech en Syrie, mais la France n'y va pas. La France, elle, frappe en Irak, là où naguère Chirac ne voulait pas nous entraîner, mais où Hollande n'hésite pas à aller. Après les frappes aériennes, des troupes au sol? Dans quel but? Quels résultats obtenus à ce jour par la « guerre juste » des Occidentaux contre la « guerre sainte » de tous les fous de Dieu? Deux précédentes guerres en Irak, la Lybie, la Syrie, le Mali n'ont fait qu'aligner confusion et impuissance à instaurer « ordre et démocratie ». Par contre, comme toute bonne guerre qui se respecte, nous avons droit à la mise en œuvre de nouvelles mesures exceptionnelles comme celle dénommée Système d'information de la recherche et de l'exploitation ayant pour objectif de « renseigner et protéger ». Il y a fort à parier que débordements et bavures vont dépasser le cadre établi au départ. Pour aller où? Vers de nouvelles lois scélérates? Et, pendant ce temps-là, la crise? Et la courbe du chômage? Et l'arrogance du patronat? Mais silence dans les rangs, nous sommes en guerre.

International

Sortir de la guerre, par Paul, page 3

Actualité

Femmes en lutte, par B. Samie, page 4

Répression à la SNCF, par Voie libre, page 5

Météo syndicale, par J-P. Germain, page 6

PS-Medef, par J. Janover, page 8

Arguments

Pour une vie libre et juste, par groupe G. Orwell, page 10

Révolution sociale au Kurdistan, R. Taylor, page 12

La dégradation des sols, P. Pelletier, page 16

Histoire

Jean Jaurès et la guerre, par R. Berthier, page 19

À lire

L'école des barricades, par H. Lenoir, page 21

Illustrations

Kalem, Krokaga, La Sala, Nemo

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Sortir de la guerre

LA GUERRE EST LÀ. L'ennemi numéro un du moment, l'État islamique (EI) et ses exactions. Les États impérialistes, occidentaux ou pas, ont finalement trouvé le meilleur des prétextes à la guerre, la lutte contre le terrorisme. En son nom, l'Irak et la Syrie sont bombardés. Bien sûr, les attaques sont chirurgicales, elles ne tuent que les fous de Dieu et, bien sûr, la paix viendra après. En attendant, la guerre contre l'État islamique vient voler vedette à la courbe du chômage toujours en hausse, au Medef qui propose un retour au XIX^e siècle, elle polarise encore plus le peuple autour de la question musulmane et elle impose de choisir un camp.

Combattre la propagande antiterroriste

Depuis maintenant presque quinze ans, la lutte contre le terrorisme sert d'arme antisociale de premier choix au patronat et aux puissants, pour maintenir le prolétariat dans un état de peur plus ou moins constante et le diviser un peu plus. D'autant plus que c'est l'islam qui est au centre de cette propagande antiterroriste. Les millions de musulmans de France et du reste de l'Occident sont encore un peu plus stigmatisés, à tel point qu'il paraît normal d'en voir s'afficher avec des pancartes « Pas en mon nom ». Comme si chaque musulman était intrinsèquement un terroriste en puissance. Force est de constater que l'islam fait donc bien l'objet d'un traitement spécifique par le pouvoir et qu'il entraîne une islamophobie croissante qui divise toujours plus les pauvres.

Pour la lutte contre le terrorisme donc, l'union sacrée est décrétée, la volonté de justice sociale est mise au placard et les victoires du patronat passent avec une facilité déconcertante.

En outre, ce sont les militants politiques, et a fortiori les révolutionnaires qui sont les premiers victimes des lois antiterroristes pendant que le peuple voit sa liberté une nouvelle fois attaquée par la dernière loi Cazeneuve, prétendument au profit de sa sécurité.

Il nous faut ne pas tomber dans les pièges de l'ennemi, combattre avec force toutes les lois liberticides et ne pas alimenter une islamophobie qui prend de jour en jour une tournure des plus inquiétantes.

Démasquer l'hypocrisie de la guerre « juste »

La guerre juste, nous dit-on. On montre les fous de Dieu de l'EI décapiter, tuer, pendre. On nous vend l'urgence de les mettre hors d'état

de nuire. Mais qui est responsable de la situation? Sûrement pas les civils qui se font tuer par les islamistes ou par les bombes censées les en protéger. Peu importe qui est derrière, ce sont les mêmes armes qui tuent toutes ces personnes. L'EI possède des armes dernier cri made in USA, prises aux mains de l'armée irakienne. Les 10 ans d'invasion occidentale en Irak auront donc, en plus d'avoir fait sombrer un peuple dans le chaos, donner le matériel militaire nécessaire aux terroristes et à leur œuvre. C'est donc ces armes qu'ils utilisent en Syrie contre les seuls qui les combattent réellement, les Kurdes, sous l'œil distant du régime de Bachar al-Assad, autrefois lui aussi ennemi numéro un.

Il nous faut ne pas tomber dans les pièges de l'ennemi, combattre avec force toutes les lois liberticides et ne pas alimenter une islamophobie qui prend de jour en jour une tournure des plus inquiétantes.

Il n'y a donc aucune justice dans cette guerre, pas plus que dans les autres, il n'y a que l'impérialisme, le pouvoir et la cupidité.

Le piège de la guerre sainte

Cela étant dit, il ne faut pas minimiser la dangerosité et l'importance des islamistes. Sans fantasmer un djihad qui serait à nos portes (cette idée n'a pas de sens et ne sert que la xénophobie et le racisme de l'extrême droite), il se trouve que l'intégrisme musulman s'affirme particulièrement au Moyen-Orient, puis au Maghreb et en Afrique subsaharienne. L'EI est bien plus structuré qu'Al-Qaïda et a la volonté de créer un État pérenne, Aqmi n'est pas vaincu et, du côté chiite, le Hezbollah est l'organisation structurellement et politiquement fasciste la plus nombreuse et la plus armée du monde. Ce n'est donc pas une invention des impérialistes occidentaux que de dire que l'islamisme est un danger, et il nous faut ne pas tomber dans des pièges très présents dans notre camp. D'une part l'islamophobie, qui tend les bras à tous les non-musulmans français et qui n'est qu'un outil de division efficace pour la bourgeoisie. D'autre part, l'erreur affolante de voir les musulmans comme le sujet révo-

lutionnaire du moment, et de revoir nos idéaux à la baisse pour les intégrer dans notre mouvement. C'est bien évidemment la tactique des résidus trotskistes et maoïstes, mais cela touche aussi le mouvement libertaire et le déstabilise quant à la façon de mener la lutte antireligieuse. Une seule solution dans ce contexte de guerre et de stigmatisation: débattre au sein de nos organisations et redéfinir nos méthodes de luttes (mais certainement pas nos idées) pour qu'elles soient cohérentes et efficaces.

Choisir son camp

La position traditionnellement pacifiste des anarchistes est clairement insuffisante. La guerre, c'est mal, certes. Mais nous avons un projet, et il nous faut l'affirmer. Le fédéralisme libertaire est d'une pertinence incontestable dans une zone comme le Moyen-Orient où les conflits territoriaux et ethniques n'en finissent plus de déchirer les peuples. Il faut donc nouer des liens avec celles et ceux qui portent un projet progressiste. En l'occurrence, les révolutionnaires kurdes semblent être la lueur d'espoir pour un projet fédéraliste et pour la paix. L'expérience du confédéralisme démocratique à Rojava (Kurdistan syrien) et plus largement en Turquie et en Irak, est le seul projet qui pour le moment arrive à faire vivre plusieurs communautés bien différentes autour d'un fonctionnement politique égalitaire et laïque. Les unités de défense des femmes, qui ont joué un rôle combattant de premier ordre contre Bachar al-Assad et aujourd'hui contre l'EI et qui organisent une autodéfense féminine contre les violences sexistes, ne peuvent que nous intéresser. Si nous devons choisir un camp, c'est donc celui-là, avec une prudence certaine sachant la réalité historique du Parti des travailleurs kurdes (PKK), son autoritarisme et son marxisme-léninisme. Mais sa transformation idéologique n'est pas une impossibilité. Les zapatistes du Chiapas (Mexique) avant eux ont opéré une réelle remise en cause de leurs fondamentaux pour s'approcher d'un projet et de pratiques sensiblement anarchistes. À nous d'ouvrir un dialogue avec les forces kurdes pour faire en sorte que cette transformation soit effective et totale.

Paul

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste

Femmes en lutte en France et dans le monde

Lutte dans les hôtels Park Hyatt

La lutte a commencé le 19 septembre. Les femmes de chambre, gouvernantes et valets de deux hôtels de la chaîne Park Hyatt décrètent la grève illimitée à l'appel de la CGT. Leurs revendications sont multiples : hausse des salaires, mise en place d'un treizième mois, diminution des cadences, titularisations des postes.

Lors de l'écriture de cet article, la technique alliant grève et manifestations a fonctionné. La direction de l'hôtel Park Hyatt Vendôme a plié sur de nombreux points : hausse des salaires, transfert des temps partiels en temps plein, réduction des cadences et participation de l'entreprise à la mutuelle à hauteur de 60 %. Il est sûr que ces hôtels cinq étoiles ne souhaitent pas avoir une image négative de peur de perdre leur clientèle.

Pourtant, cette victoire reste partielle. La direction de l'hôtel de la Madeleine reste sur ses positions. Et surtout, la direction de l'hôtel de la place Vendôme n'a pas plié sur la titularisation des postes.

Car au-delà des conditions de travail déplorables – heures supplémentaires non réglées, journée de travail de douze heures –, le problème de fond reste la sous-traitance. Dans ces hôtels de luxe situés place Vendôme et place de la Madeleine, on dénombre environ 130 vacataires, en grande majorité des femmes. En sous-traitant les « petites mains de l'hostellerie », les directions se déchargent ainsi des problèmes liés à la pénibilité du travail. Mais il s'assure surtout de la division des salariés en cassant la solidarité entre les employés de l'hôtel. Il s'agit de « diviser pour mieux régner ».

Sans renier l'existence d'une première victoire pour les femmes de chambre, il est sûr que la lutte est à poursuivre.

L'avortement d'une loi non née

Ça y est, c'est officiel : le projet de loi anti-IVG du gouvernement espagnol est définitivement enterré. Son concepteur, le ministre de la Justice, Alberto Ruiz-Gallardón, a démissionné et annoncé son retrait de la vie politique.

Le señor Gallardón qui s'était donné comme mission la « défense des non-nés » a finalement dû céder devant l'opposition des associations de femmes, des syndicats, des organisations de gauche et révolutionnaires, et même... d'une partie de son propre camp. Bon débarras, mais reste un point : les



mineures ne pourront désormais avorter qu'avec l'accord de leurs parents.

Mais pourquoi retirer un projet de loi presque sûr d'être adopté du fait de la majorité absolue du gouvernement aux Cortes (équivalent de notre Parlement) ? Peut-être la proximité des prochaines élections camorades. En 2015 aura lieu le renouvellement des Cortes. La proposition de loi ayant provoqué un tollé général auprès des Espagnols, l'actuelle majorité ne veut pas prendre le risque de perdre un pouvoir déjà chancelant du fait de sa politique antisociale depuis 2011.

Le combat est donc à poursuivre, autant pour les femmes mineures que pour la destruction du système patriarcal.

Kurdistan : hotline contre les violences

19 juin 2014. Nadya Riyad Ehmed, une fille de 18 ans de Amûde, dans le canton de Cizîrê, s'est suicidée après avoir été mariée de force par son père.

En réponse à cette mort, des membres des Forces féminines de sécurité publique à Rojava ont lancé une assistance téléphonique pour aider les femmes confrontées aux vio-

lences, leur but étant d'empêcher que de tels événements puissent se reproduire.

La création de cette hotline s'est accompagnée d'une déclaration soulignant que les faits ne seront pas ignorés. D'autre part, la déclaration se veut comme une menace envers tout homme commettant des violences envers les femmes : « Nous adressons un avertissement aux hommes qui ne se départiraient pas de l'usage de la violence à l'encontre de nos camarades femmes à Rojava, qui construisent un modèle de vie démocratique, écologique et émancipateur pour les femmes. Les violences faites aux femmes entachent la réputation de Rojava et nuisent à notre positionnement en faveur d'une vie démocratique. Nous n'hésiterons pas à introduire les législations nécessaires pour prévenir les violences contre les femmes de Rojava qui par leur révolution sont un exemple pour le monde entier. »

À la fin de la déclaration, six numéros de téléphone que les femmes peuvent appeler en cas de violence...

La révolution au Kurdistan aussi par les femmes du prolétariat.

Bertille Samie

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Vague de répression patronale à la SNCF

LA GRÈVE DES CHEMINOTS en juin dernier contre la « réforme ferroviaire » a, malgré son incapacité à empêcher l'adoption de la loi, démontré que la combativité des travailleurs du rail ne s'était pas émoussée. Depuis, dans les régions, de nombreuses luttes et grèves se multiplient contre les attaques patronales qui visent à imposer une productivité toujours croissante avec des suppressions d'effectifs, des moyens toujours plus limités, une maintenance toujours plus rognée. Cela affecte aussi bien les conditions de travail des cheminots que le service public rendu aux usagers dont la qualité et la sécurité sont menacées.

L'appétit des patrons est sans limite et ceux-ci planifient déjà les effets de la mise en place de la réforme ferroviaire qui découpera la SNCF en trois entités séparées et autonomes ainsi que de la nouvelle convention collective portant sur les conditions de travail, la précédente réglementation, le RH0077, ayant été purement et simplement abrogée par la loi votée en juin.

Mais la résistance des cheminots reste un obstacle de taille qu'il s'agit pour nos patrons d'éradiquer. Ainsi depuis plusieurs semaines les procédures disciplinaires se multiplient, cette répression, décidée et coordonnée au niveau national, vise clairement les grévistes et les militants les plus déterminés de la grève de juin et des mouvements plus récents.

Circuler dans des conditions de sécurité dégradées

Depuis le 6 juillet, en Picardie, les conducteurs de la ligne Paris-Beauvais – classée il y a quelques années comme la ligne la plus dangereuse de France – avaient obligé la SNCF à sensiblement augmenter les effectifs, surtout après l'agression presque meurtrière, en 2009, d'un cheminot. Depuis, la situation s'étant améliorée, la SNCF et la région socialiste de Picardie veulent supprimer 72 postes, fermer de nombreuses gares et exploiter les TER en agent seul, c'est-à-dire sans contrôleur ni agent d'accompagnement, le conducteur se trouvant seul pour gérer la conduite de son train, les incidents quotidiens et les centaines de voyageurs qu'il transporte. Il faut savoir que le métier d'agent du service commercial train, plus communément appelé contrôleur, consiste essentiellement en des tâches de sécurité, d'information et d'assistance aux voyageurs. La partie concernant le contrôle des titres de transport constitue une partie mineure du



travail global effectué. La volonté patronale est d'accentuer le côté répressif afin de faire rentrer toujours plus d'argent dans les caisses. Descendus des trains qui circulent désormais sans eux, les contrôleurs, qui n'opèrent plus seuls mais en brigade volante de six ou sept agents, multiplient alors contrôles massifs et filtrages sur les quais. Ceux-ci n'effectuent alors plus de tâche de sécurité (fermeture des portes, assistance au conducteur et aux voyageurs en cas de situations critiques...) ni d'information aux voyageurs et deviennent des agents répressifs luttant contre la fraude et pour la préservation des recettes. Les mécaniciens de la ligne, avec le soutien des associations d'usagers et de l'inspection du travail, refusent à plus de 90 % de circuler dans des conditions de sécurité dégradées et exercent leur droit de retrait. La réponse de la direction a été d'acheter le service d'huissiers présents quotidiennement et de mobiliser à grands frais des cadres briseurs de grève venant de toute la France pour harceler, provoquer les conducteurs grévistes et continuer à faire rouler les trains au mépris de la sécurité. Pour avoir qualifié certains jaunes de « mercenaires » et de « miliciens », deux militants CGT, dont le secrétaire du syndicat des cheminots de Creil, encourent une radiation des cadres, c'est-à-dire un licenciement. D'autres agents sont menacés de sanctions graves. Le 23 septembre, 300 cheminots sont venus témoigner de leur soutien, tandis que les agents étaient convoqués devant le patron, la grève étant suivie par plus de 90 % des conducteurs de Creil et Mitry et 70 % des conducteurs de Paris-Nord.

À Lyon, la répression de la grève de juin touche dix militants syndicaux, tandis qu'une procédure disciplinaire a été lancée contre neuf conducteurs qui refusent de conduire des trains sans contrôleur ou agent d'accompagnement. Le 25 septembre, 300 cheminots lyonnais en grève se sont ainsi rassemblés devant la direction régionale contre la répression antisyndicale et contre l'extension de la conduite à agent seul.

À Toulouse, dix-neuf cheminots font l'objet de procédures disciplinaires et pour certains de poursuites pénales basées sur des témoignages tellement approximatifs de cadres et de jaunes qu'il est apparu que trois des agents dénoncés n'étaient même pas présents à Toulouse lors des faits reprochés. À chaque convocation, des débrayages et rassemblements de soutien sont organisés.

Enfin, en Auvergne, près de 180 procédures disciplinaires sont en cours pour divers faits de grève.

Cette liste est loin d'être exhaustive, mais ce qui est aujourd'hui certain, c'est que l'esprit de résistance et la volonté de lutter sont toujours bien présents chez les cheminots et que cela inquiète toujours le patron. Malgré la répression qui s'accroît, la mobilisation ne faiblit pas et, à chaque fois, les manifestations de soutien sont largement suivies.

La solidarité est notre force contre la répression aujourd'hui et dans nos luttes demain !

Voie libre

Liaison des cheminots
de la Fédération anarchiste
voie-libre@federation-anarchiste.org

Chroniques de la guerre sociale

Ich Mag die Unternehmen

Notre matamore de Premier ministre est allé bomber le torse outre-Rhin, afin de rassurer Angela Merkel quant à la détermination du gouvernement français et lui assurer que «les réformes, nous allons les faire». Diable! On dirait du Sarko dans le texte. Nous savons à quoi nous en tenir lorsque le mot «réforme» est lâché: il ne s'agit jamais de progrès, mais de sacrifices demandés aux exploités et de concessions faites aux exploités. On ne sait plus de quel socialisme se revendique Manuel Valls, mais, une chose est sûre, il aime vraiment l'entreprise (traduire le patronat), et il l'a redit dans la langue de Goethe: «Ich Mag die Unternehmen.»

Au théâtre ce soir

Jeudi 18 septembre à la TV sur France 2: l'ineffable François Bayrou, l'homme du centre, d'ailleurs et de nulle part, a trouvé la solution pour sauver la France (celle des patrons): éliminer la cause de tous nos maux; et joignant le geste à la parole, il a balancé sur la table le Code du travail. Un véritable homme de théâtre ce Bayrou! Un de plus qui s'ajoute à la meute de patrons et politiciens (pas seulement de droite) qui s'acharnent à vouloir arracher une à une les pages du livre rouge. Fermer le clapet de ces roquets serait faire œuvre de salubrité publique si nous ne voulons pas voir se réduire les acquis sociaux comme en peau de chagrin.

Le retour de celui qui n'est pas parti

Quand un film est mauvais, mieux vaut éviter d'en faire une suite. Sarkozy voudrait nous faire oublier ses cinq années de présidence où il a pu s'employer à préserver et amplifier les privilèges de la classe possédante. «J'ai changé», clame-t-il sur tous les tons. Même dans son camp on ne le croit pas. Et ses casseroles? «Karachi, Bettencourt, j'ai été blanchi partout! Qui me rendra mon honneur?» Honneur? Il a bien dit honneur? Il a fait l'école du rire ou quoi?

La bête immonde bouge encore

Septembre 2014 à Marseille. Une stèle à la mémoire de Missak Manouchian a été profanée par quelques nazis appartenant au groupuscule Mouvement populaire-Nouvelle aurore. Ils ont «courageusement» recouvert d'un drap blanc le buste du résistant dirigeant des FTP-MOI exécuté en 1944 avec vingt et un de ses camarades. Changement d'époque: pas d'affiche rouge, mais le film de cette «glorieuse» action a été posté sur Internet.

Météo syndicale



DANS LES ANNÉES 1980, dans les milieux syndicalistes, on disait qu'une bonne grève était une grève qui passait au 20 Heures. La consécration via les étranges lucarnes surpassait donc les revendications ouvrières, la lutte légitime, tout ça était passé à la moulinette de l'audimat! Bon, avec le temps, on pourra dire que c'était du troisième degré, voire de l'autodérision, mais les souvenirs comme les faits sont têtus! Même en Espagne dans les années 1970 les camarades qui reconstruisaient difficilement la CNT étaient contents quand la presse leur consacrait quelques lignes... Certes, celles et ceux qui étaient sur des positions plus ultra pensaient que l'on n'avait rien à espérer des médias officiels voire bourgeois...

Quid, me direz-vous de la situation syndicale actuelle? Évolution des médias obligeant, la presse militante (extrême gauche et libertaire compris) évolue en louvoyant comme les journaux «normaux». Donc, vous l'aurez compris, les journaux papier (sic) coûtant cher, vive le tout sur Internet. Pour celles et ceux qui achètent et lisent *Le Monde libertaire* (mieux, qui y sont abonnés), ça va sembler du rabâché... Autre exemple qui va faire du bruit dans le landerneau syndicaliste: la disparition de la version papier de l'hebdomadaire de la CGT, *La Nouvelle Vie ouvrière*, programmée pour la fin de

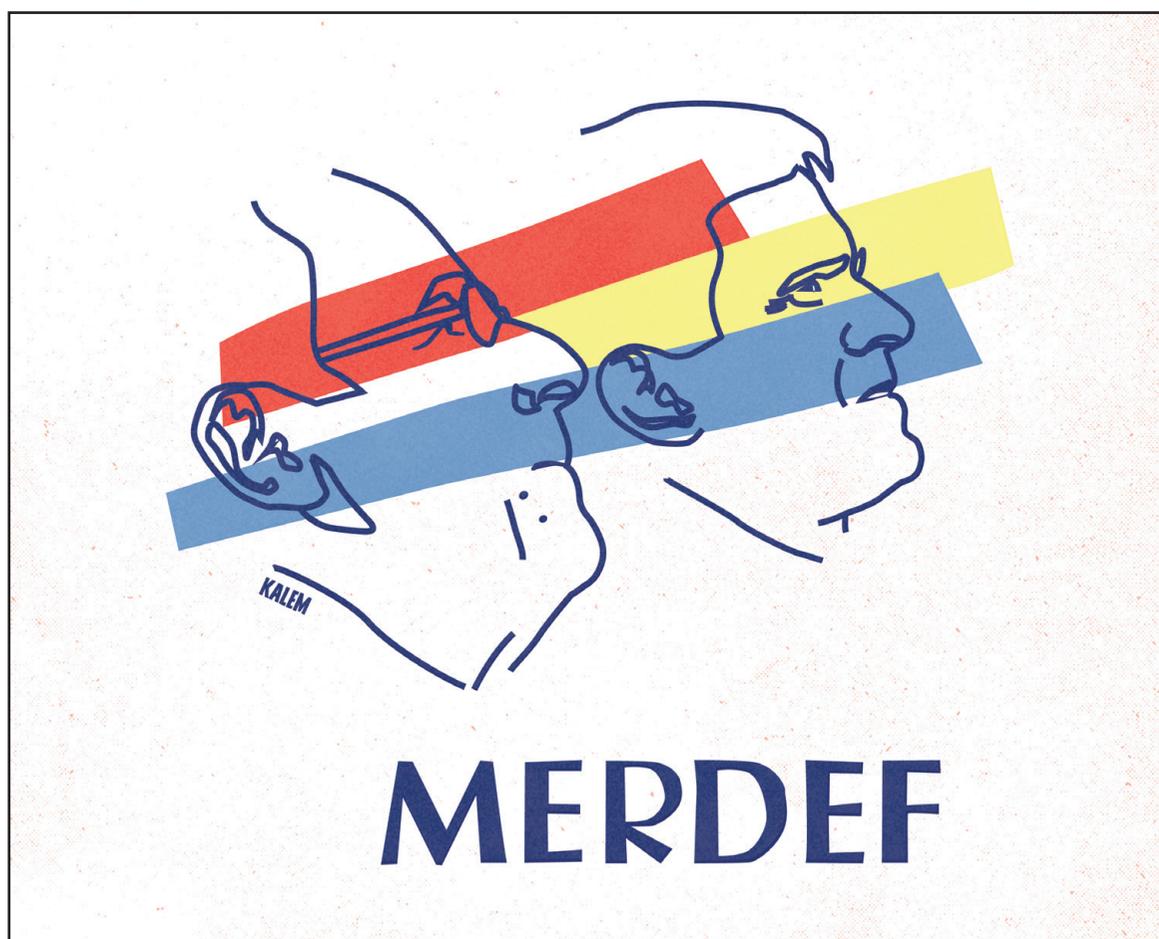
l'année. Cela couvait depuis longtemps en interne. Comme l'explique très bien Mediapart: «Ainsi la direction côtoie régulièrement le Syndicat national des journalistes CGT, pendant que dans l'entreprise, les salariés tentent de négocier leurs acquis, leurs salaires et leurs droits avec leur propre syndicat CGT. Le mélange des genres entre militants issus d'une même organisation, passant tantôt du chef d'entreprise à syndicaliste côtoyant d'autres «camarades», qui sont parfois de simples salariés soumis au lien de subordination, s'apparente de fait à une schizophrénie malsaine. Camaraderie et subordination ne font pas bon ménage.» Vous avez bien lu, un nouveau conflit interne à la CGT, et en plein Montreuil! Affaire à suivre ou les carottes sont cuites?

Sinon, le Medef, ça sonne l'hallali avec Gattaz en chef de meute! «Pour le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, ces propositions sont inacceptables et ne sont pas à l'ordre du jour des négociations avec les syndicats, alors que l'agenda social de l'année à venir a déjà été fixé. Comme il y a dix jours, lorsqu'un projet similaire avait fuité dans la presse, ce programme a été rejeté par tous les syndicats.» Tel était la déclaration de Force ouvrière dans son hebdo, les autres syndicats vont sûrement renchérir... Urgence d'un front syndical uni, le syndicalisme Twitter ne suffira pas.

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

PS-Medef

Un fauteuil pour deux !



Louis Janover

QUI SE SOUVIENT de cette manifestation des intermittents du spectacle qui méritait pourtant de marquer les esprits? Une poignée d'entre eux fait irruption dans le bureau de Pierre Gattaz, à son usine Radiall, à Aubervilliers, et ils commencent à remplir les cartons pour les déménageurs. Le lieu de livraison? Matignon, le bureau de Valls! «Si monsieur Gattaz est le maître, si monsieur Gattaz décide à la place de Matignon, on va l'aider à déménager.» Faire bureau commun sera tout profit pour les deux parties et l'économie de la République!

Cette provocation, hautement symbolique, prend une dimension réaliste quand le Premier ministre, au lendemain d'un grand remue-ménage à Matignon, vient faire acte d'allégeance et déclarer sa flamme à l'entreprise, avec offre de services et programme concernant les mesures annoncées, afin que les patrons puissent pleinement apprécier les changements. On aura entendu le tollé soulevé par cette réception chez une fraction de l'élite «socialiste», comme si nul ne s'attendait à une pareille attitude de soumission. Mais qui s'est souvenu, ou a voulu le faire,

que le prédécesseur de Valls à Matignon, Jean-Marc Ayrault, avait fait la même démarche alors que son gouvernement était censé rompre avec un passé encore tout récent?

C'est que, en réalité, ce qui est présenté comme en solution de continuité entre deux moments d'une politique n'a rien d'une rupture. Les deux tentatives s'inscrivent en parfaite concordance, comme deux moments dans une même ligne, qui n'a qu'une seule direction: rétablir le taux de profit et relancer l'investissement en faisant payer toujours aux mêmes le prix de cette politique. Les modèles ne manquent pas dans ce domaine! Ce que cela signifie sur le plan social a trop souvent été décrit et analysé pour qu'il soit besoin de faire un dessin, non plus que le moindre commentaire. De même, la crise du capitalisme a trouvé assez d'économistes capables d'en analyser les mécanismes et de proposer de nouveaux «modèles» – Blair ou Schröder au choix! – pour qu'il reste encore dans ce domaine beaucoup à apprendre sur qui doit régler la facture pour relancer ce que l'on appelle la croissance. Encore convient-il,

pour mener à bien l'entreprise, que la référence au mot capital comme à celui de classe disparaisse des registres. L'opération relève alors du bien commun et non plus de la manipulation comptable telle que Rousseau en définit la nature dans *Discours sur l'économie politique* qui date de 1760: «Je permettrai que vous ayez l'honneur de me servir, à condition que vous me donniez le peu qui vous reste pour la peine que je prends de vous commander.»

Eduard Bernstein avait dit de la social-démocratie «qu'elle paraisse pour ce qu'elle est». Mais pour que le PS, il lui a toujours fallu apparaître pour ce qu'il n'est pas, à savoir social-démocrate, et faire croire qu'il l'est. Ce fut toute la politique de Mitterrand, de Jospin, et Hollande n'a fait que leur emboîter le pas, à son rythme et dans des circonstances différentes. La figure de Sarkozy était là pour donner crédit au mensonge, d'autant plus évident que l'élection de Hollande, social-médiocrate s'il en fut, a été commandée par cette seule exigence: comment appliquer la politique qu'un pouvoir discrédité ne pouvait plus imposer, en raison de ses propres échecs, et toutes les promesses ont été faites en fonction de ce seul objectif.

Le problème, qui suscite l'ire de Mélenchon comme d'autres gauchistes à tous crins, serait que Hollande les aurait trahis, en revenant sur les annonces faites lors de son discours du Bourget! Explication aussi courte que la vue de ceux qui préfèrent ne pas voir! Ce discours était justement la

logique verbale de cette pseudo-trahison, l'expression d'une ligne politique depuis longtemps inscrite dans les fondamentaux du PS.

Le secret de ces palinodies, c'est qu'il n'y a pas deux lignes, l'une sociale-démocrate, l'autre sociale-libérale, qui se combattent, mais une seule ligne, celle du capital sans phrase, et ce ne sont pas les politiques qui la définissent, mais ce sont eux qui doivent trouver les moyens de la faire triompher et la phrase qui convient pour ne rien avoir à en dire. Il n'y a pas deux gauches, mais une vraie droite dont la vérité réside justement dans cette constatation: elle est le produit de l'amalgame des deux parties en une seule, exercice parfaitement réussi au Bourget. Le problème n'était pas alors de réconcilier les gauches et les droites, mais de réussir la fusion si longtemps attendue.

Le Premier ministre Manuel Valls monte à la tribune: «Il n'y a ni virage, ni tournant, il y a une ligne», assène-t-il, sous les cris, aux militants du PS et aux «frondeurs». La vérité quand il ment! Car la ligne est bien celle pour laquelle ses camarades avaient appelé à voter – condition pour que la victoire sorte des urnes! Si le PS parvenait à prendre les rênes du pouvoir, c'est qu'il était désormais le seul en mesure de faire ce que la droite avait échoué à réaliser.

«La politique menée par Manuel Valls peut-elle gêner l'UMP?» Réponse de Pascal Perrineau, politologue, professeur à Sciences-Po, à la question

que lui posait Margaux Duguet dans une interview du 31 août 2014: «Oui, car l'UMP, qui est dans une situation de crise, va devoir faire preuve d'imagination concernant son projet économique. Si c'est pour proposer ce que Valls et Macron sont en train de faire, les électeurs pourraient se demander ce qu'il y a de profondément différent.» Hypothèse plausible, car il faudrait beaucoup d'imagination pour prendre le PS en défaut dans ce domaine. Voilà qui assure aux représentants de la gauche auto-proclamée le monopole des mesures de droite, et éclaire brutalement les raisons de son accession au pouvoir. Il n'est que d'entendre ses représentants vanter sur tous les registres et à tous les temps le «courage» avec lequel ils mettent en œuvre cette politique pour leur accorder qu'ils sont aussi indispensables qu'indépassables.

Mais le plus étonnant en la matière, c'est l'étonnement dont font preuve tous ceux qui se sont empressés de faire valider par les citoyens un programme dont chacun pouvait savoir ce qu'il donnerait traduit en termes gouvernementaux. On voudra bien se souvenir, pour ne rien oublier de ce qu'il en est de cette couche sociale, que Mélenchon, ex-ministre délégué à l'Enseignement professionnel au cabinet de Jack Lang dans le gouvernement Jospin, déclarait, en faisant acte d'allégeance, qu'il était «émouvant de retrouver un homme de gauche dans le bureau de François Mitterrand», avant que ce «moment un peu spécial» passé, il ne retrouve la verve hugolienne qu'il affectionne et n'en appelle au peuple, cette entité qui ne fait jamais défaut à ceux qui l'invoquent.

C'est à une véritable explosion de stupeur et de colère à laquelle il nous a été donné d'assister dans les milieux intellectuels et politiques devant ce qui serait le tournant social-libéral du gouvernement. Trahison! Trahison! ont scandé avec un bel ensemble, mais sur tous les tons, tous ceux qui voudraient faire croire qu'ils ont été floués par cette manœuvre. Mais il est un point sur lequel ces beaux parleurs, toujours prêts à faire entendre la voix d'une opposition intransigeante, jamais en manque d'analyses et de conseils, sont restés silencieux: comment ont-ils pu entendre des promesses qui n'ont pas été faites – à moins d'avalier comme telles quelques propos ambigus sur la finance, aussitôt démentis auprès des maîtres de la City, sans parler des invitations destinées à rassurer les vigiles du CAC 40!; et pourquoi il leur a fallu broder sur le mythe du Bourget pour justifier leur ralliement à une politique qui, si elle ne pouvait encore dire son nom, ne masquait aucunement ce qu'il en serait de la chose – puisque rien dans l'histoire du PS ne laissait penser qu'il pût en être autrement.

Car d'aussi loin que l'on interroge l'histoire des partis qui se sont réclamés du socialisme, il ne faut pas être très savant pour comprendre que la dynamique de l'accumulation capitaliste, qui menait inexorablement

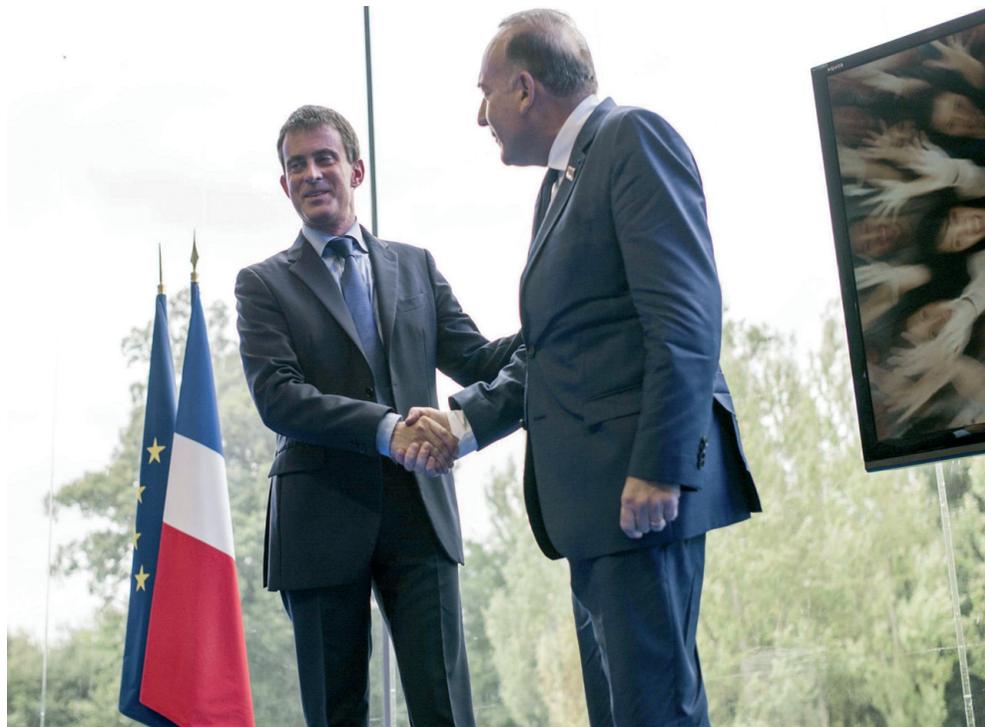


à cette situation, réclamait une classe politique, donc une politique de classe, sur mesure, et que jamais les socialistes ne se sont dérobés à cette mensuration. Les dénommés socialistes étaient placés là pour répondre à la demande et endosser la livrée. Mais, mieux encore, ou pis, c'est à eux et à eux seuls que pouvait incomber une telle tâche dans certaines circonstances. Il y a belle lurette que la social-démocratie avait cédé la place à un libéralisme qui n'avait pas à dire son nom pour être ce qu'on attendait de lui !

L'histoire de cette mise en conformité entre théorie et pratique, depuis l'entrée en fonction du Parti socialiste et ses victoires électorales destinées à porter en terre le socialisme, on en trouve une analyse, sur le mode ironique qu'appelle une affaire déjà jugée, dans *La Deuxième droite*¹ ; et elle éclaire ce qu'il convient de penser de cette prise de conscience d'une classe politique et intellectuelle, qui après avoir contribué à étouffer tout espoir chez les déshérités et ouvert la porte de la bergerie, crie maintenant au loup. Comme l'ont fait les staliniens en d'autres circonstances, quand ils détruisaient l'idée de communisme à l'intérieur du mouvement ouvrier, les gens du PS, après avoir contribué à éradiquer toute conscience «socialiste» parmi ceux qui pouvaient encore nourrir une telle espérance, prennent prétexte de la situation qu'ils ont eux-mêmes créée pour masquer leur fonction et présenter le capital comme l'horizon indépassable de notre société.

Dès lors, leur perspective sociale se définit d'elle-même : empêcher que naisse une résistance que les syndicats et les partis, incapables pour l'heure de jouer leur rôle d'amortisseurs, ne seraient plus en mesure de contrôler. Ainsi est né le groupe des «frondeurs» pour cristalliser l'opposition, occuper le terrain à gauche et empêcher ainsi à la colère de prendre un caractère spontané. Tout doit être drainé par les forces politiques : Front de gauche, Frondeurs, Verts, avec des leaders capables de canaliser le mécontentement en temps voulu. Et l'ombre portée du FN est là pour ramener le moment venu les réfractaires à la raison électorale.

C'est en partant de cette conjoncture qu'il devient possible de faire la lumière sur l'enchaînement de circonstances qui s'est déroulé exactement à l'envers de ce qui était annoncé : loin que le vote contre Sarkozy ait été de nature à rompre avec la logique de droite, la dynamique qu'il a déclenchée a abouti au contraire : il fallait que Sarkozy «dégage» pour que la politique qu'il avait peine à mener à bien, en raison même de ce qui le faisait apparaître sous ce jour, puisse enfin prendre forme et couleur. C'est pourquoi il fallait donner à cette élection une légitimité particulière, et rien ne fut épargné par les intellectuels pour qu'elle apparaisse comme un véritable enjeu de société. Partant, ils ont été les artisans de la remise en



ordre, sinon en marche, d'un système dont il leur eût été facile de voir ce qu'il attendait si eux-mêmes n'en avaient pas été un des rouages.

Peut-être faut-il chercher dans le refus d'une telle représentation politique, et de l'élection qui l'accompagne, la ligne névralgique susceptible de définir une conscience critique radicale. Dans la démocratie représentative, le processus d'aliénation électorale transfère tout le pouvoir de décision, la liberté dont dispose le citoyen, dans une institution qui détient ainsi le pouvoir discrétionnaire de décider en son lieu et place. Si bien que la servitude volontaire pourrait bien être à l'image de ce que le système concède à l'opposant : après avoir exposé les raisons de refuser d'aliéner ainsi son pouvoir, il va discrètement déposer un bulletin de vote pour éviter le «pire», ce qui n'évite pas le pire mais empêche de penser le mieux, voire le meilleur.

On se rappellera la remarque de Rousseau dans *Du contrat social* : «Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que pendant l'élection des membres du Parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde.»

Ce qui s'est produit dans le vote contre Sarkozy ne serait-il pas l'illustration dérisoire de ce détournement ? Car, en réalité, si le

peuple français a pu penser un instant qu'il allait être libre, dans le court moment de sa liberté, l'usage en a été fait de façon qu'il la perde ; et qu'il ne soit tenté à l'avenir de donner le vrai nom de ceux qui l'en ont dépouillé.

Louis Janover

1. Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, *La Deuxième droite* (1986), Toulouse, Agone, 2013. Dans un avant-propos, «Trente ans après. Retour sur le retour du PS», Thierry Discepolo et Éric Sevault soulignent les basculements que la situation a provoqués, mais aussi la logique du système : que les politiques s'enchaînent de telle sorte que tout était annoncé de ce qui provoque l'étonnement des intellectuels trop occupés de leur service pour voir au-delà.

Cf. Louis Janover, «Si la vraie droite nous était contée», *Le Monde libertaire*, n° 1711, 20-27 juin 2013 ; «Priorité à droite», *Le Monde libertaire*, n° 1730, 30 janvier-5 février 2014.

Pour une vie **libre** et juste

« I don't believe you have the answer, I've got ideas too. »
Bad Religion

Groupe libertaire

George-Orwell



DANS *DIEU ET L'ÉTAT*, Bakounine écrit : « La vie est toute fugitive et passagère, mais aussi toute palpitante de réalité et d'individualité, de sensibilité, de souffrances, de joies, d'aspirations, de besoins et de passions. C'est elle seule qui, spontanément, crée les choses et tous les êtres réels. La science ne crée rien, elle constate et reconnaît seulement les créations de la vie. » Plus loin, il ajoute : « Ce que je prêche, c'est donc, jusqu'à un certain point, la révolte de la vie contre la science, ou plutôt contre le gouvernement de la science. Non pour détruire la science — à Dieu ne plaise ! Ce serait un crime de lèse humanité —, mais pour la remettre à sa place, de manière à ce qu'elle ne puisse jamais en sortir. » La science doit être placée hors de toute possibilité d'exercer un pouvoir car, écrit Bakounine, elle « a pour mission unique d'éclairer la vie, non de la gouverner ». Selon le camarade vitamine, la seule possibilité d'émancipation passe par la raison. Mais ce

culte impersonnel de la science doit la placer hors de toute possibilité d'exercer un pouvoir, car son idéalisme et sa perfection, se situant dans un avenir perpétuel, ne s'accompliront jamais.

Bakounine aurait 200 ans aujourd'hui. Sommes-nous dans cet avenir qui lui semblait jamais ne pouvoir se réaliser ?² La vie est-elle un « concept » archaïque bon pour les anarchistes du XIX^e siècle ? Sommes-nous dans une époque où la science gouverne ? Où les experts décident ? Peut-on raisonnablement affirmer que la science est restée à sa place comme l'anarchiste bicentenaire le souhaitait ? N'est-elle est pas un outil de prédilection du capital et de l'État ? Le gouvernement de la science, ne serait-ce pas ce que dénonce les décroissants ? Évidemment les scientifiques ne sont pas tous d'accord entre eux. Mais cela les

empêche-t-il d'exercer un pouvoir ? Les politiciens non plus ne sont pas tous d'accord entre eux. Critiquer le pouvoir de la science, ce n'est pas la critiquer en elle-même. C'est cela que Bakounine avait perçu. Ce qui importe aujourd'hui, c'est de savoir dans quelle mesure la science exerce une domination ou comment et à quel moment le progrès, de façon contradictoire, finit par asservir.

Est-on certain que ceci relève bien de problèmes typiquement petit-bourgeois ? Des enfants d'Accra (Ghana) qui s'empoisonnent en recyclant des déchets électroniques, aux OGM vendus par les multinationales à la paysannerie démunie du tiers-monde³, en passant par les mines d'uranium du Niger aux conséquences sanitaires désastreuses pour les travailleurs, inégalités sociales et mauvaise qualité de l'environnement sont étroitement

corrélées. Selon un récent rapport de l'OMS, les décès liés à la pollution frappent inégalement selon le niveau de revenu. En Europe par exemple, 106 décès pour 100 000 habitants dans les pays pauvres, contre 47 dans les pays riches. Ce sont toujours les plus pauvres, par exemple les travailleurs employés par la sous-traitance qui sont les plus exposés aux risques industriels. Dans la région de l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône), la main-d'œuvre immigrée qui a servi à construire le vaste complexe industriel de la zone a été décimée suite à de constantes expositions aux matières toxiques⁴. La bourgeoisie s'est souvent protégée des nuisances que son industrie provoquait. Cela fait-il de la préoccupation environnementale un luxe dont le prolétariat ne jouira jamais ?

Justice sociale et environnement sont liés ne serait-ce que parce que consommer moins c'est d'abord économiser sur son budget dans un contexte de crise. Une étude de juin 2014 fait ressortir que plus que le souci de l'environnement, c'est la préoccupation financière qui conduit à économiser les ressources en énergie ou en eau, pour les moyens de transports et à mieux utiliser les objets afin d'allonger leurs durées de vie⁵. Dans ses prémisses, le mouvement ouvrier contestait l'asservissement industriel. Par la suite, les organisations ouvrières intégrèrent l'idée que le progrès scientifique serait partie prenante d'une société d'abondance et s'identifièrent même à la donnée industrielle. Mais les ouvriers n'oublèrent jamais la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail – c'est-à-dire de leur environnement – contre le mode de production dominant. Les combats contre les cadences, contre l'assimilation de l'homme à la machine⁶, pour la réduction du temps de travail, pour de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, pour l'éducation traversent jusqu'à aujourd'hui l'histoire du mouvement ouvrier. Ces thématiques relèvent à la fois de la justice sociale, mais aussi de la question environnementale au sens large. C'est-à-dire pas uniquement de l'environnement biologique ou sanitaire, mais aussi culturel et sociologique. Au fond, la forme la plus classique de la grève – celle non productive – est une action qui s'oppose au productivisme ou tout au moins à la façon établie d'organiser la production. Même une lutte sociale axée simplement sur la paie contribue par l'amélioration des conditions de vie à un meilleur environnement pour les travailleurs.

On objectera que ces combats ne sont que réformisme et que la civilisation du temps libre rêvée par les ancêtres s'est transformée en cauchemar de nuisances et d'abrutissement. Lorsque les salariés d'une centrale nucléaire menacée de fermeture font grève, c'est le coup classique de l'emploi contre l'environnement. La production capitaliste met en pleine lumière l'incapacité de ce système à répondre aux besoins humains. La logique capitaliste du consumérisme, de la plus-

value, de l'exploitation, des marges toujours plus grandes prises sur le travail jusqu'à faire croire à sa volatilisation repose sur une production qui ne part pas des réalités sociales et environnementales. Elle se base sur les enjeux du capital et du pouvoir et elle s'impose à nous et à nos conditions de vie. C'est la logique d'une société anesthésiée par une consommation qui accroît sans cesse son hétéronomie en vendant le rêve d'un libre choix. Produire plus. Vendre plus. Consommer plus. Pour amener à s'identifier aux objets dans une frénésie d'innovation. Le capitalisme dirige in fine sa propre révolution en annihilant tout désir de révolte réelle. Cette production-là et cette consommation-là n'élimineront jamais la misère et la subordination où qu'elles se trouvent sur le globe.

Dans une société où le salariat est aboli, l'antagonisme emploi/environnement n'a plus lieu d'être, de même que la nécessité de produire pour vendre avec toute l'aliénation que cela représente. Il ne reste plus que l'évaluation de nos besoins avec une production et une distribution qui lui répondent en cherchant à réduire autant que possible la division des tâches. Un tel ordre ne pourrait fonctionner avec l'outrance actuelle. Il implique une certaine simplicité et une utilisation lucide du progrès technique. Ce n'est que dans les collectivités rurales de l'Espagne libertaire que le salariat a réellement été aboli et encore subsistaient-ils des monnaies locales, du rationnement voire de la monnaie nationale pour échanger au-delà lorsque le troc n'était pas possible. Dans les zones urbaines, Gaston Leval parle d'« un néo-capitalisme ouvrier »⁷ où le salariat n'a pas disparu et où la socialisation n'est pas complète. Les contraintes de la guerre civile et le maintien d'un contexte capitaliste expliquent cela. Mais il y a aussi la difficulté à gérer selon nos idées un système d'industries et de services à moyenne ou large échelle. Il ne s'agit pas d'y renoncer mais d'admettre qu'il s'en trouverait radicalement modifié en prenant notamment en compte la qualité de notre environnement comme un besoin. Il existe bien d'autres nécessités. Pour les satisfaire, il faudrait produire et distribuer en soumettant le moins possible l'homme et ce qui l'entoure. La science, le progrès, la technologie, l'industrie doivent être remis à leur place par la révolte de la vie. Même si l'une n'exclut pas obligatoirement l'autre, il n'est pas souhaitable de sacrifier la liberté à l'efficacité.

On peut ergoter sur des questions sémantiques et s'étonner qu'une science – l'écologie – soit assimilée à un courant d'idées politiques. Mais l'histoire, la géographie, la sociologie, l'économie voire les mathématiques ou même la biologie sont des sciences qui ont aussi des applications dans le domaine politique. On peut spéculer sur la durée de la vie de la planète, mais celle de l'homme est infiniment plus limitée. L'humain a ses limites. C'est à partir de cela qu'il peut s'associer afin d'étendre sa liberté. Si comme l'écrivait

Reclus « l'homme est la nature prenant conscience d'elle-même », alors c'est son propre équilibre et sa propre liberté qu'il détruit en négligeant son environnement. En fait, à travers les idées environnementalistes, on gagnerait peut-être à penser qu'il est davantage question de préserver l'humain que de préserver la nature. La vie que nous défendons est celle dont le but « est de ne pas être mort en paraissant vivre »⁸. Nous pensons que la liberté et la justice sont tout autant menacées par l'obscurantisme que par la course à un développement économique et technologique sans but. Vouloir une vie moins opulente, plus consciente et avoir le contrôle de notre temps n'a de sens que s'il s'agit d'une vie libre et juste. Face aux dieux de la technoscience, il convient d'agir rationnellement. Face à l'idéalisme scientifique qui conduit toujours à un matérialisme brutal, partons de nos réalités pour aller vers nos idéaux. Dans le domaine des luttes environnementales, les expériences et luttes horizontales sont nombreuses et variées. Tout cela n'est pas démesuré. Il s'agit de notre quotidien. Les risques du *greenwashing* capitaliste ou d'un écofascisme menés par la technocratie elle-même ou bien par les pires réactionnaires sont loin d'être à négliger. Ils le seront d'autant plus si le mouvement anarchiste pilonne sans aucune nuance et de manière inutilement provocatrice les luttes décroissantes⁹.

G. O.

1. Il s'agit de la version de ce classique publiée aux Mille et une nuits, c'est-à-dire, selon la postface, avec le découpage réalisé par Reclus, mais aussi un respect plus scrupuleux du manuscrit.

2. « L'avenir est la seule transcendance des hommes sans dieu » constatait Camus dans *L'Homme révolté*.

3. L'étude de Gilles-Éric Seralini et son équipe sur les effets à long terme du Roundup et du maïs transgénique NK603 a été republiée et réécrite pour la revue *Environmental Science Europe* après sa censure dans *Food and Chemical Toxicology* : <http://www.enveurope.com/content/26/1/14>

4. Voir le documentaire photographique *Tumeurs et Silences* autour de l'étang de Berre : <http://www.dailymotion.com/video/x1cp4qy-tumeurs-et-silences-autour-de-l-etang-de-berre>

5. ADEME, Évolutions du comportement des Français face au développement de l'économie circulaire : http://www.presse.ademe.fr/wp-content/uploads/2014/06/EconomieCirculaire_RapportCREDOC_16062014.pdf

6. La dénonciation de l'homme-robot est par exemple assez présente dans les documents militants de la période de mai-juin 1968. Le 15 mai 1968, un tract CFDT de chez Delle Alsthom dans la région lyonnaise proclame : « Si cette civilisation de ROBOTS que l'on veut faire de nous convient à certains travailleurs, que l'on sache que, tôt ou tard, avec ou sans violence, elle sera refusée par d'autres et surtout par nos enfants. »

7. *Espagne libertaire*, p. 246

8. Reclus, préface à *Pour la vie d'Alexandra David-Néel*.

9. Voir les nombreux articles de Philippe Pelletier à ce sujet dans *Le Monde Libertaire*.

Révolution sociale au Kurdistan

Rafael Taylor

Journaliste socialiste et libertaire
indépendant basé à Melbourne

COMME LA PERSPECTIVE de l'indépendance kurde devient de plus en plus imminente, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se transforme en une force pour la démocratie radicale.

Exclus des négociations et trahis par le traité de Lausanne de 1923 par les Alliés de la Première Guerre mondiale, après leur avoir promis leur propre État, pendant le découpage de l'Empire ottoman, les Kurdes sont la plus grande minorité apatride au monde. Mais aujourd'hui, à l'exception de l'Iran, il ne reste plus que quelques obstacles à l'indépendance kurde dans le nord de l'Irak. La Turquie et Israël ont promis un soutien, tandis que les mains de la Syrie et de l'Irak sont liées par la progression rapide de l'État islamique (anciennement ISIS).

Avec le drapeau kurde flottant haut sur tous les bâtiments officiels et les Peshmergas stoppant les islamistes, avec l'aide de l'armée américaine, le sud du Kurdistan (Irak) rejoint l'ouest du Kurdistan (Syrie) en tant que deuxième région autonome de facto du nouveau Kurdistan. Ils ont déjà commencé à exporter leur propre pétrole et ont repris Kirkouk riche en pétrole, ils ont leur propre parlement laïque élu et une société pluraliste, ils ont pris leur ticket pour le concert des Nations à l'ONU, et il n'y a rien que le gouvernement irakien puisse faire – ou les États-Unis sans le soutien d'Israël – pour les arrêter.

La lutte des Kurdes, cependant, est loin d'être nationaliste. Dans les montagnes au-dessus d'Erbil, dans l'ancien cœur du Kurdistan cheminant à travers les frontières de la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, une révolution sociale est née.

La théorie du confédéralisme démocratique

Au tournant du siècle, alors que Murray Bookchin renonçait (pour raisons de santé) à essayer de revitaliser le mouvement anarchiste contemporain avec sa philosophie de l'écologie sociale, le fondateur et leader du PKK Abdullah Öcalan était arrêté au Kenya par les autorités turques et condamné à mort pour trahison. Dans les années qui suivirent, le vieil anarchiste avait gagné un disciple improbable avec ce militant endurci, dont l'organisation paramilitaire – le Parti des travailleurs du



Kurdistan – est répertoriée comme organisation terroriste menant une guerre violente de libération nationale contre la Turquie.

Dans ses dernières années à l'isolement, tout en dirigeant le PKK de derrière les barreaux et alors que sa peine a été commuée en réclusion à perpétuité, Öcalan a adopté une forme de socialisme libertaire si obscure que peu d'anarchistes en ont entendu parler : le municipalisme libertaire de Bookchin. Öcalan a ensuite modifié, affiné et rebaptisé la vision de Bookchin en «confédéralisme démocratique», avec la conséquence que le Groupe des Communautés du Kurdistan (Koma Civakên Kurdistan ou KCK), expérience territoriale du PKK pour une société libre et de démocratie directe, a été en grande partie conservé dans le secret pour la grande majorité des anarchistes, et encore plus pour le grand public.

Bien que la conversion d'Öcalan ait été le point de départ, une renaissance plus large de la littérature libertaire de gauche et indépendante souffle sur les montagnes et passe de mains en mains après l'effondrement de l'Union soviétique dans les années 1990. «[Ils] ont analysé des livres et des articles écrits par les philosophes, les féministes, (néo)anarchistes, communistes libertaires,

communautaristes et écologistes sociaux. C'est ainsi que des écrivains comme Murray Bookchin [et d'autres] sont intervenus dans leur réflexion», déclare le militant kurde Ercan Ayboga.

Öcalan a entrepris, dans ses écrits de prison, un réexamen et une autocritique approfondie de la terrible violence, le dogmatisme, le culte de la personnalité et de l'autoritarisme, qu'il avait favorisé : «Il est devenu clair que notre théorie, le programme et la pratique des années 1970 ne produisaient rien à part le séparatisme futile et la violence et, pire encore, le nationalisme que nous aurions dû rejeter, nous a infesté. Même si nous nous y sommes opposés en principe et dans la rhétorique, nous l'avons néanmoins accepté comme inévitable.» Une fois que le leader incontesté Öcalan a estimé que «le dogmatisme se nourrit de vérités abstraites qui deviennent des façons habituelles de penser. Dès que vous mettez ces vérités générales en mots vous vous sentez comme un grand prêtre au service de son dieu. C'est l'erreur que j'ai faite.»

Öcalan, athée, a finalement écrit en tant que libre-penseur, détaché de la mythologie marxiste-léniniste. Il a indiqué qu'il cherchait une «alternative au capitalisme» et un «remplacement du modèle qui s'est effondré du "socialisme réellement existant"», quand il est s'est intéressé à Bookchin. Sa théorie du confédéralisme démocratique

s'est développée à partir d'une combinaison d'inspirations des intellectuels communautaristes, «des mouvements comme les zapatistes», et d'autres facteurs historiques de la lutte dans le nord du Kurdistan (Turquie). Öcalan se proclame élève de Bookchin, et après une correspondance e-mail qui a échoué avec le vieux théoricien, qui était, à son grand regret, trop malade pour un échange sur son lit de mort en 2004, le PKK l'a célébré comme «un des plus grands spécialistes des sciences sociales du xx^e siècle» à l'occasion de la mort de Bookchin deux ans plus tard.

La pratique du confédéralisme démocratique

Le PKK a apparemment repris, après leur chef, non seulement l'adoption de la marque spécifique de Bookchin de l'éco-anarchisme, mais l'intériorisation active de la nouvelle philosophie dans sa stratégie et sa tactique. Le mouvement a abandonné sa guerre sanglante de révolution stalinienne/maoïste et les tactiques de terreur qui l'accompagnent, et a commencé une stratégie largement non violente visant à une plus grande autonomie régionale.

Après des décennies de trahison fratricide, de cessez-le-feu sans lendemain, les arrestations arbitraires et la reprise des hostilités le 25 avril de cette année, le PKK a annoncé un retrait immédiat de ses forces de Turquie et leur déploiement dans le nord de l'Irak, mettant ainsi fin à un conflit de trente ans avec l'État turc. Le gouvernement turc s'est engagé simultanément dans un processus de réforme constitutionnelle et juridique visant à inscrire les droits humains et culturels de la minorité kurde à l'intérieur de ses frontières. Ce fut le dernier volet des négociations tant attendues entre Öcalan et le Premier ministre turc, Erdogan, dans le cadre d'un processus de paix qui a commencé en 2012. Il n'a pas eu de violence du PKK depuis un an et des appels raisonnables pour que le PKK soit retiré de la liste des organisations «terroristes» sont en cours.

Il reste, cependant, un côté sombre au PKK – des pratiques autoritaires qui vont mal à côté de sa nouvelle rhétorique libertaire. Collecte de fonds par le trafic d'héroïne, l'extorsion, le racket et la conscription coercitive générale ont été revendiqués ou attribués à ses branches à différents moments. Si cela est vrai, aucune excuse ne peut être apportée pour ce type d'opportunisme de voyou, malgré l'ironie évidente que l'État génocidaire turc lui-même est en grande partie financé par un monopole lucratif sur l'exportation légale vers l'Ouest des opiacés «médicaux» cultivés par l'État et qui a rendu possible sa conscription, la fiscalité pour un budget de contre-terrorisme à grande échelle et des forces armées surdimensionnées (la Turquie possède la deuxième armée de l'Otan après les États-Unis).

Comme c'est l'hypocrisie habituelle de la guerre contre le terrorisme, lorsque les mouvements de libération nationale imitent la

brutalité de l'État, ce sont toujours les absents qui sont accusés de terroristes. Öcalan lui-même décrit cette période honteuse comme celle des «gangs au sein de notre organisation et du banditisme à visage découvert, [qui] ont organisé, des opérations désordonnées inutiles, et envoyé des jeunes gens à la mort en masse.»

Les courants anarchistes dans la lutte

Comme un signe supplémentaire qu'il abandonne ses comportements marxistes-léninistes, le PKK a récemment commencé à lancer des appels explicites à l'internationalisme anarchiste, au point d'animer un atelier lors des Rencontres internationales anarchistes, à Saint-Imier, en Suisse, en 2012, ce qui a conduit à de la confusion, au désarroi et des débats sur internet, mais qui est passé inaperçu de la presse anarchiste au sens large.

Le mouvement a abandonné sa guerre sanglante de révolution stalinienne et les tactiques de terreur qui l'accompagnent, et a commencé une stratégie largement non violente visant à une plus grande autonomie.

Janet Biehl, la veuve de Bookchin, est l'une des rares anarchistes occidentales à étudier le KCK sur le terrain, et a beaucoup écrit au sujet de ses expériences sur le site New Compass, elle publie également des entretiens avec des radicaux kurdes impliqués dans le fonctionnement au jour le jour de ses assemblées démocratiques et des structures fédérales, ainsi que la traduction et la publication de la première étude anarchiste sous forme de livre sur le sujet : «L'autonomie démocratique dans le nord du Kurdistan : le Mouvement des conseils, libération de genre, et écologie» (2013).

La seule autre voix anarchiste anglophone est le Forum anarchiste du Kurdistan (KAF), un groupe pacifiste de Kurdes irakiens vivant en Europe qui prétend ne pas «avoir de liens avec d'autres groupes de gauche.» Tout en soutenant une fédération du Kurdistan, le KAF déclare qu'ils «ne supporteront le PKK que quand il abandonnera totalement la lutte armée, s'engagera dans l'organisation de mouvements populaires de masse et de base dans le but de répondre aux demandes sociales de la population, dénoncera et démantèlera les modes centralisés et hiérarchiques de lutte et, à la place, se tournera vers des groupes locaux autonomes fédérés, mettra fin à toutes les relations et les tractations avec les États du Moyen-Orient et de l'Occident, dénoncera la politique du pouvoir charismatique, et les changera pour de l'anti-étatisme et de l'anti-autoritarisme, alors seulement nous serons heureux de coopérer pleinement avec eux.»

Suivre Bookchin à la lettre

Aujourd'hui (mis à part le pacifisme) on pourrait ne plus en être loin. Le PKK/KCK semble suivre l'écologie sociale de Bookchin

à la lettre, avec presque tout y compris leur participation contradictoire dans l'appareil d'État par les élections, comme prescrit dans la littérature.

Comme l'écrivent Joost Jongerden et Ahmed Akkaya, «le travail de Bookchin fait la distinction entre deux idées de la politique, le modèle hellénique et le modèle romain», qui est la distinction entre la démocratie directe et la démocratie représentative. Bookchin voit la forme de néoanarchisme comme une renaissance pratique de l'ancienne révolution athénienne. Le «modèle d'Athènes existe en tant que contre-courant souterrain trouvant son expression dans la Commune de Paris de 1871, les conseils (soviets) dans le printemps de la révolution en Russie en 1917, et la révolution espagnole en 1936.»

Le communalisme de Bookchin contient une approche en cinq étapes :

1. L'acquisition de pouvoir (empowerment) par les municipalités existantes par le biais de la loi pour tenter de localiser le pouvoir de décision.

2. Démocratiser les municipalités à travers des assemblées populaires.

3. Unifier les municipalités «dans des réseaux régionaux et des confédérations plus larges... travailler pour remplacer progressivement les États-nations par des confédérations municipales», tout en assurant que «les niveaux de la confédération "supérieurs" ont des fonctions essentiellement coordinatrices et administratives.»

4. «Unifier les mouvements sociaux progressistes» en renforçant la société civile et en établissant «un point focal commun pour les initiatives et les mouvements de tous les citoyens»: les assemblées. Cette coopération n'est «pas [idéalisée] dans le sens nous nous attendrions à voir toujours un consensus harmonieux, mais – au contraire – parce que nous croyons au désaccord et à la délibération. La société se développe à travers des débats et des conflits». En outre, les assemblées doivent être laïques, «lutt[ant] contre les influences religieuses sur la politique et le gouvernement,» et c'est une «arène de la lutte de classe».

5. Afin de réaliser leur vision d'une «société sans classes, basée sur le contrôle politique collectif des moyens de production socialement importants», la «municipalisation de l'économie» et une «allocation confédérale des ressources pour assurer l'équilibre entre les régions» sont mises en place. En termes simples, cela équivaut à une combinaison de l'autogestion et de la planification participative pour répondre aux besoins sociaux: économie classique anarchiste.

Comme le dit Eirik Eglad, l'ancien rédacteur en chef de Bookchin et analyste KCK, il donne une importance particulière à la nécessité de combiner les idées des mouvements féministes et écologistes progressistes ainsi que celles des nouveaux mouvements urbains et les initiatives des citoyens, ainsi que des syndicats et des coopératives locales et collectifs... Nous croyons que les idées communalistes d'une démocratie d'assemblées contribueront à rendre possible de façon progressive cet échange d'idées sur une base plus permanente, et avec des consé-



quences politiques plus directes. Pourtant, le communalisme n'est pas seulement un moyen tactique d'unir ces mouvements radicaux. Notre appel pour une démocratie municipale est une tentative de mettre la raison et de l'éthique à l'avant-garde des débats publics.

Pour Öcalan, le confédéralisme démocratique signifie une « société démocratique, écologique, sexuellement libérée », ou simplement « la démocratie sans l'État ». Il oppose explicitement la « modernité capitaliste » à la « modernité démocratique », dans laquelle les anciens « trois éléments de base : le capitalisme, l'État-nation et l'industrialisme » sont remplacés par une « nation démocratique, l'économie communale, et de l'industrie écologique ». Cela implique « trois projets : l'un pour la république démocratique, l'une pour le confédéralisme démocratique et une autonomie démocratique ».

Le concept de « république démocratique » se réfère essentiellement à l'obtention de la citoyenneté longtemps niée et des droits civils pour les Kurdes, y compris la capacité de parler et d'enseigner librement leur propre langue. L'autonomie démocratique et le confédéralisme démocratique font référence aux « capacités autonomes des personnes, une forme plus directe, moins représentative de la structure politique ».

Pendant ce temps, Jongerden et Akkaya

notent que « le modèle de municipalisme libre vise à réaliser une approche du bas vers le haut, un corps administratif participatif, du niveau local au niveau provincial ». Le « concept de citoyen libre (ozgur yarttas) [est] son point de départ », qui « comprend les libertés civiles fondamentales, comme la liberté d'expression et d'organisation ». L'unité de base de ce modèle est l'assemblée de quartier ou les « conseils », comme ils sont désignés de manière interchangeable.

Il y a une participation populaire dans les conseils, y compris des personnes non-kurdes, et tandis que des assemblées de quartier sont fortes dans les différentes provinces, « à Diyarbakir, la plus grande ville dans le Kurdistan turc, il y a des assemblées presque partout ». Ailleurs, « dans les provinces de Hakkari et Sîrnak... il y a deux autorités parallèles [le KCK et l'État], dont la structure confédérale démocratique est plus puissante dans la pratique ». Le KCK en Turquie « est organisé au niveau du village (köy), du quartier urbain (mahalle), du district (ilçe), ville (kent), et la région (bölge), qui est appelée Kurdistan Nord ».

Le niveau le « plus élevé » de la fédération dans le nord du Kurdistan, le DTK (Congrès de la Société Démocratique) est un mélange de délégués nommés par leurs pairs ayant des mandats révocables, qui représentent 60 %, et des représentants de

« plus de cinq cents organisations de la société civile, des syndicats et des partis politiques », qui représentent 40 %, dont environ 6 % est « réservé aux représentants des minorités religieuses, des universitaires ou d'autres personnes avec une expertise particulière ».

La proportion de 40 % qui sont en même temps délégués par démocratie directe, les groupes de la société civile non étatiques par rapport à ceux qui sont des bureaucrates non élus de partis ou des élus n'est pas claire. Le chevauchement des individus issus des mouvements indépendants kurdes et des partis politiques kurdes, ainsi que l'intériorisation de nombreux aspects de la procédure de démocratie directe par ces partis, complique encore la situation. Malgré tout, le consensus informel parmi les témoins est que la majorité de la prise de décision est directement démocratique à travers un arrangement ou un autre ; que la majorité de ces décisions sont prises à la base ; et que les décisions sont exécutées à partir du bas vers le haut selon la structure fédérale.

Parce que les assemblées et le DTK sont coordonnées par le KCK, illégal, dont le PKK fait partie, ils sont désignés comme « terroristes » par la Turquie et la soi-disant communauté internationale (UE, États-Unis et

autres), par association. Le DTK sélectionne également les candidats du BDP, pro-kurde (Parti pour la Paix et la Démocratie) pour le Parlement turc, qui propose à son tour une «autonomie démocratique» pour la Turquie, dans un certain type d'une combinaison de la démocratie représentative et directe. En accord avec le modèle fédéral, il propose la création d'environ 20 régions autonomes qui seraient directement auto gouvernées (à la manière anarchiste, pas selon le modèle suisse) en ce qui concerne «l'éducation, la santé, la culture, l'agriculture, l'industrie, les services sociaux et la sécurité, les questions des femmes, la jeunesse et les sports», l'État continuant de s'occuper des «affaires étrangères, des finances et de la défense».

La révolution sociale prend son envol

Sur le terrain, en tout cas, la révolution a déjà commencé. Dans le Kurdistan turc, il y a un mouvement éducatif indépendant d'«académies» qui organisent des forums de discussion et des séminaires dans les quartiers. Il y a la culture de rue, où Abdullah Demirbas, le maire de la municipalité de Sur à Amed, célèbre «la diversité des religions et des systèmes de croyance», déclarant que «nous avons commencé à restaurer une mosquée, une église catholique chaldéenne-araméenne, une Église arménienne orthodoxe, et une synagogue juive». Ailleurs, Jongerden et Akkaya rapportent : «Les municipalités DTP ont initié un "service de la municipalité multilingue", suscitant un vif débat. Les textes de la municipalité ont été érigés en kurde et en turc, et les commerçants locaux ont emboîté le pas.»

La libération des femmes est poursuivie par les femmes elles-mêmes à travers des initiatives des Conseil des femmes de la DTK, l'application de nouvelles règles comme le «quota de genre de 40 %» dans les assemblées. Si un fonctionnaire bat sa femme, son salaire est directement transféré à la victime pour assurer sa sécurité financière et elle l'utilise comme elle l'entend. «À Gewer, si le mari prend une deuxième épouse, la moitié de sa succession va à sa première épouse.»

Il existe des «villages de la paix», des communautés nouvelles ou transformées en coopératives, la mise en œuvre de leur propre programme entièrement en dehors des contraintes logistiques de la guerre kurde-turc. La première communauté a été construite dans la province de Hakkari, limitrophe de l'Irak et de l'Iran, où «plusieurs villages» ont rejoint l'expérience. Dans la province de Van, un «village écologique des femmes» est en cours de construction pour les victimes de violence domestique, se suffisant à lui-même «pour tout ou presque toute l'énergie nécessaire.»

Le KCK tient des réunions biennales dans les montagnes avec des centaines de délégués des quatre pays, avec la menace de l'État islamique dans les régions autonomes du Kurdistan sud et ouest en haut de leur ordre du jour. Les partis iraniens et syriens

affiliés au KCK, le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan) et le PYD (Parti d'union démocratique) promeuvent aussi le confédéralisme démocratique. Le parti irakien KCK, les PCDK (Parti pour une solution démocratique au Kurdistan) est relativement insignifiant, avec la domination du Parti centriste démocratique du Kurdistan et de son chef Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, dont la dépénalisation est récente et qui commence à le tolérer.

Même dans les zones montagneuses au nord du Kurdistan irakien, où la majorité des guérilleros du PKK et du PJAK vivent, la littérature radicale et les assemblées se développent, avec l'intégration de nombreux Kurdes des montagnes, après des décennies

La lutte des Kurdes pour l'autodétermination et la souveraineté culturelle est une lueur d'espoir alors que les nuages sombres de l'État islamique s'amoncellent avec les guerres interfascistes sanglantes.

de déplacement. Au cours des dernières semaines, ces militants sont descendus des montagnes au nord pour combattre aux côtés des Peshmergas irakiens contre ISIS, sauvant 20 000 Yazidi et chrétiens des montagnes du Sinjar et recevant la visite de Barzani qui affichait publiquement sa gratitude et sa solidarité, au grand embarras de la Turquie et des États-Unis. Le PYD syrien a suivi l'exemple du Kurdistan turc dans la transformation révolutionnaire de la région autonome sous son contrôle depuis le début de la guerre civile. Après les «vagues d'arrestations» sous la répression baasiste, avec «10 000 personnes [mises] en prison, parmi lesquels les maires, les dirigeants locaux du parti, des députés, des cadres et militants... les forces kurdes du PYD ont évincé le régime Baas du nord de la Syrie, ou l'Ouest Kurdistan, [et] des conseils locaux surgi partout». Des comités d'autodéfense ont été improvisés pour assurer «la sécurité dans le sillage de l'effondrement du régime baasiste» et «la première école d'enseignement de la langue kurde» a été établie alors que les conseils intervenaient dans la répartition équitable du pain et de l'essence.

Dans le Kurdistan turc, syrien et dans une moindre mesure dans le Kurdistan irakien, les femmes sont désormais libres de se dévoiler et fortement encouragées à participer à la vie sociale. Les anciens liens féodaux sont brisés, les gens sont libres de suivre une religion ou aucune, et les minorités ethniques et religieuses vivent ensemble paisiblement. S'ils sont capables de confiner le nouveau califat, l'autonomie du PYD au Kurdistan syrien et l'influence du KCK au Kurdistan irakien pourraient être le ferment d'une explosion encore plus profonde de la

culture et des valeurs révolutionnaires. Le 30 juin 2012, le Comité national de coordination pour le changement démocratique (NCB), la coalition de gauche révolutionnaire la plus large en Syrie, dont le PYD est le groupe principal, a aussi adopté «le projet d'autonomie démocratique et le confédéralisme démocratique comme modèle possible pour Syrie».

La défense de la révolution kurde face à l'EI

La Turquie, pendant ce temps, a menacé d'envahir les territoires kurdes si «des bases terroristes sont mises en place en Syrie», alors que des centaines de combattants du KCK (y compris du PKK) de tout le Kurdistan traversent la frontière pour défendre Rojava (à l'Ouest) des avancées de l'État islamique. Le PYD affirme que gouvernement islamiste modéré de la Turquie est déjà engagé dans une guerre par procuration contre eux en facilitant le transfert de djihadistes internationaux à travers la frontière pour combattre aux côtés des islamistes.

Au Kurdistan irakien, Massoud Barzani, dont la guérilla a combattu aux côtés de la Turquie contre le PKK dans les années 1990, en échange de l'accès aux marchés occidentaux, a appelé à un «front kurde unifiée» en Syrie grâce à une alliance avec le PYD. Barzani a négocié la «convention d'Erbil» en 2012, la formation du Conseil national kurde, avec le chef du PYD Salih Muslim qui réaffirme que «tous les partis sont sérieux et déterminés à continuer à travailler ensemble.»

Pourtant, alors que l'étude et la pratique des idées socialistes libertaires, entre la direction et les échelons du KCK est sans aucun doute un développement positif, il reste à voir comment ils vont sérieusement renoncer à leur passé autoritaire sanglant. La lutte des Kurdes pour l'autodétermination et la souveraineté culturelle est une lueur d'espoir alors que les nuages sombres de l'État islamique s'amoncellent avec les guerres interfascistes sanglantes entre l'islamisme, le baasisme et le sectarisme religieux qui lui ont donné naissance.

Une révolution pan-kurde socialement progressiste et laïque avec des éléments socialistes libertaires, réunissant les Kurdes irakiens et syriens et redynamisant les luttes turques et iraniennes, peut encore être une perspective. Dans le même temps, ceux d'entre nous qui apprécient l'idée de civilisation doivent manifester leur gratitude pour les Kurdes, qui luttent jour et nuit contre les djihadistes du fascisme islamiste sur les lignes de front en Syrie et en Irak, défendant les valeurs démocratiques radicales de leur vie.

«Les Kurdes n'ont pas d'amis, sauf les montagnes.» (Proverbe kurde.)

R. T.

Traduit par le secrétariat international de la Fédération anarchiste

La dégradation des sols

Élisée Reclus contre Karl Marx

Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

LA DÉGRADATION DES SOLS constitue l'un des problèmes environnementaux actuels. Mais, entre la dénégation de la plupart des agro-industriels ou le catastrophisme martelé par d'autres, comme Lydia et Claude Bourguignon avec qui, si on les écoute, on se demande comment une quelconque culture reste encore possible (et, pourtant, l'agriculture se poursuit...), il convient d'examiner les situations avec finesse. La géographie, et donc la pédologie, d'un endroit n'est pas celle d'un autre.

Il faut également souligner que la question n'est pas nouvelle au sein du mouvement anticapitaliste. Elle a fait l'objet de positions divergentes entre Élisée Reclus et Karl Marx.

Le catastrophisme pédologique de Marx

Un passage célèbre du *Capital* (1867) montre comment Marx, quoique brièvement, traite la question. « Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement (note 278). La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les

deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur. »

Une fois débarrassé du jargon dont abuse Marx pour faire savant (« procès » de ceci ou de cela alors qu'il suffit d'utiliser directement le substantif comme « la destruction » ou « la production sociale... »), le propos offre plusieurs intérêts.

Comme Proudhon, Marx relève bien ce qui est désormais une évidence – le lien entre le progrès technique et l'exploitation du travail – sans qu'il rejette la conception du « progrès » en soi. Sa référence aux « sources durables » révèle que la question de la « durabilité » des ressources n'est pas nouvelle, qu'elle est déjà une préoccupation de la révolution industrielle. Marx convient également d'une relation entre la géographie (« la terre ») et la société (« le travailleur »), une approche qu'il n'approfondira toutefois pas à part quelques saillies déterministes¹.

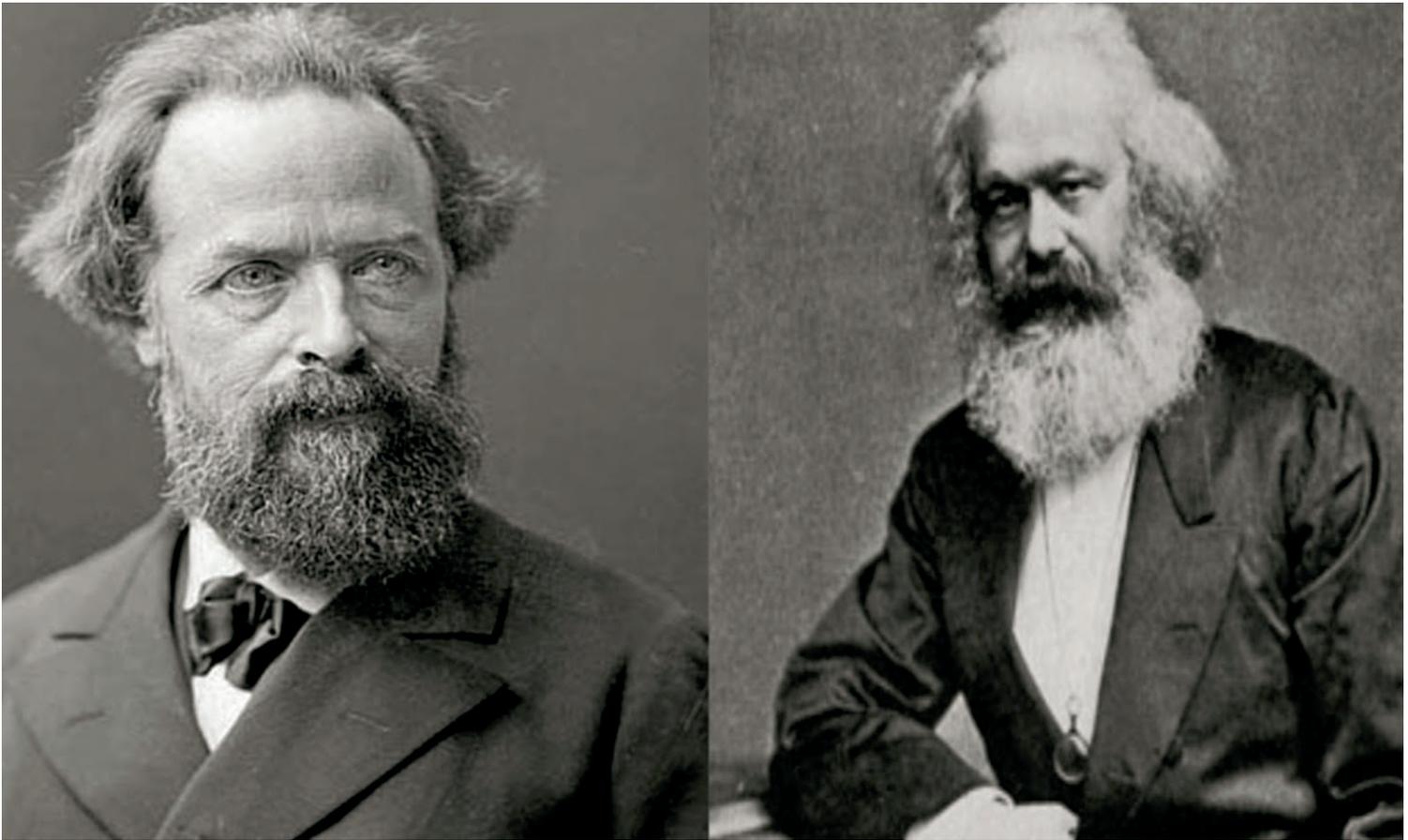
Enfin, il évoque avec raison le cas de l'agro-industrie américaine (c'est effectivement là que se développe l'agriculture mécanique et chimique), mais il se trompe dans son pronostic. Certes la « destruction » des sols s'accroîtra en Amérique, mais l'épisode du Dust Bowl des années 1930 suivi de la Grande Dépression amènera les capitalistes américains eux-mêmes à prendre des mesures énergiques et à redresser la barre.

Pour étayer son exemple américain, Marx se réfère à Justus Liebig (note 278) et à son ouvrage *Introduction aux lois naturelles de la culture du sol* (1862). Selon lui, « c'est l'un des mérites immortels de Liebig d'avoir fait ressortir amplement le côté négatif de l'agriculture moderne au point de vue scientifique. »

La critique d'Élisée Reclus

Une cinquantaine d'années plus tard, Élisée Reclus aborde à son tour le problème des sols. Au-delà de quelques constats communs, il le fait de façon radicalement opposée à Marx. Il reconnaît certes lui aussi la mutation de la condition paysanne, « le paysan, tel qu'on le connut autrefois, est en voie de disparition » à cause de l'évolution de la propriété, la prolétarianisation des villes et des campagnes, la concurrence agroalimentaire mondiale². Il dénonce « l'imprévoyante gestion [qui] a pour conséquence de disperser les ressources indispensables à la terre et d'épuiser les champs pour une longue période »³.

Mais il souligne aussi la complexité sociogéographique des rapports entre pédologie, climat et travail humain. Face à des « famines » ou des « disettes », il existe en effet des régions où la terre depuis longtemps féconde est soutenue par le travail de l'homme et par une nourriture d'engrais appropriée, la récolte des bonnes années et même des années moyennes fournit amplement la quantité des produits nécessaires à l'alimentation de



tous, campagnards et citadins »⁴.

Sa conclusion claque alors sans ambiguïté. Vu sa pertinence et son actualité, elle mérite d'être citée longuement : « À diverses reprises, des prophètes de malheur annoncent que l'imprévoyance de l'homme aura pour résultat fatal et prochain un rendement insuffisant des récoltes, et par suite l'affaiblissement, la ruine, la mort de l'humanité. Vers le milieu du XIX^e siècle, le chimiste Liebig prédisait l'appauvrissement graduel de toutes les cultures par la disparition des sels de potasse et autres que les cours d'eau emportent sans retour vers la mer. Cinquante ans plus tard, en 1898, devant l'Association britannique des sciences réunie à Bristol, un autre chimiste et physicien, Crookes, proclame que les terres vont manquer pour la culture du blé, que le nitrate de soude sera épuisé avant 1930, que le seul moyen d'éviter la famine universelle et définitive est de trouver le moyen pratique de la production artificielle de ce sel. Mais ces cris d'alarme n'ont point empêché que le nombre des hommes se soit accru et qu'il y ait eu pour eux les aliments nécessaires, autant du moins que le comporte la misère des faméliques, peut-être en voie de diminution⁵. »

L'analyse reclusienne, encore pertinente

Un siècle après ce propos de Reclus, qu'en est-il ? Globalement, ce qu'annonce le géographe anarchiste est juste. La croissance démographique n'a pas entraîné la disparition de l'humanité. La prophétie catastrophiste de Malthus est erronée. Le nitrate de soude est toujours disponible. La famine ou

la disette n'ont pas disparu, mais, par rapport au XVIII^e ou au XIX^e siècles, la situation s'est relativement améliorée puisque la malnutrition ou la sous-nutrition ont en partie remplacé la famine généralisée – ce qui ne revient pas à dire qu'il faille s'en contenter. L'humanité n'est pas morte.

Reclus alerte judicieusement et prophétiquement, pour le coup, sur les « prophètes de malheur » dont le discours catastrophiste s'enflera jusqu'à nos jours. Comme Marx, il se réfère à Liebig, mais pour dénoncer son discours alarmiste. De fait, le sel de potasse n'a pas disparu contrairement à ce qu'affirmait ce chimiste, et le « procès de destruction » généralisée des sols qu'annonçait Marx via Liebig n'a pas eu lieu : le phénomène est plus complexe, géographiquement et géopolitiquement plus diversifié.

Certes, les théories de Liebig arrangent Marx, qui l'aime beaucoup (*Le Capital* s'y réfère à cinq reprises), pour soutenir sa vision apocalyptique d'un capitalisme courant à sa perte sous le poids de ses contradictions. Mais les deux se trompent : le capitalisme est toujours là et les sols produisent encore (quelles que soient les conditions ou les excès chimiques).

La question des sols est cependant l'un des rares cas où Marx traite d'une thématique environnementale malgré ce qu'essaient désespérément de nous faire croire les

écologistes actuels (Löwy, Gay, Benton...) voulant nous présenter Marx comme un proto-écologiste⁶. En revanche, il existe une convergence : la vision alarmiste et messianique du monde. L'analyse trompeuse de Marx annonce les erreurs du catastrophisme écologiste et décroissant actuel.

Ce point commun favorise le rapprochement entre marxistes et écologistes après mai 1968. De concert avec les religieux, les ex-pétainistes ou ex-doriotistes (Jouvenel, Petitjean, Cousteau...), les naturalistes intégristes (Ellul, Hainard...) ou bien les épiphanistes (Dumont...), les gauchistes marxistes s'engouffrent en effet peu à peu dans la brèche écolo, que ce soient les théoriciens (Gorz, Moscovici, Guattari...) ou certains militants.

C'est ce que reconnaît bien volontiers Patrick Moore, cofondateur de l'organisation écologiste Greenpeace : « Le communisme a failli, le Mur est tombé et un grand nombre de pacifistes et d'activistes se sont tournés vers le mouvement environnementaliste, apportant avec eux leur néomarxisme et apprenant à utiliser le langage vert⁷. »

Liebig et Crookes, pré-figures de l'écocroissance savante

Le personnage de Liebig, cité par Marx et par Reclus, ainsi que celui de Crookes, ajouté par Reclus, ne sont pas anodins. Ils préfigurent, au XIX^e siècle, cette écocroissance

– ou technocratie écologiste – composée en partie de savants, ou s'appuyant sur eux, qui prolifère désormais.

Justus von Liebig (1803-1873), issu d'une classe moyenne allemande, est un chimiste qui travaille sur la chimie biologique et la chimie organique. Il milite également pendant sa jeunesse au sein d'une organisation nationaliste radicale, le Korps Rhenania, puis il devient baron en 1845. Il invente un fertilisant basé sur le nitrate. Sa dénonciation de l'appauvrissement des sols s'accompagne de son investissement dans le business puisqu'il fonde en 1865 une entreprise d'alimentation à partir des carcasses de viande animale.

Pronostiquer la famine à cause de l'épuisement des sols puis investir dans une alternative alimentaire est du même tonneau écolocrate que le business de Rajendra Kumar Pachauri, l'actuel président indien du GIEC qui dénonce le global warming et qui dirige aussi un institut d'énergie renouvelable passant de gros contrats avec plusieurs entreprises industrielles⁸...

La science mène en effet à tout, à condition de bien l'utiliser. À noter également que Jorgen Randers, professeur de «stratégie climatique» (sic) à la Norwegian Business School et vice-directeur générale du WWF (World Wildlife Fund) de 1994 à 1999, se réfère positivement à Liebig...

Quant à Sir William Crookes (1832-1919), c'est un chimiste et un physicien britannique, par ailleurs passionné de spiritisme. Sa technique dite des «tubes de Crookes» permettra de découvrir les rayons X. Au congrès scientifique de 1898, celui qui est évoqué par Reclus, ce partisan du Révérend Malthus n'y va pas par quatre chemins : «*Mon principal souci est l'intérêt du monde entier, de chaque race, de chaque être humain. C'est un sujet d'une importance urgente de nos jours, une question de vie et de mort pour les générations à venir. Je veux parler de la question de l'approvisionnement en nourriture... L'Angleterre et les nations civilisées sont en danger de mort parce qu'elles n'ont pas assez à manger. [...] Ce n'est que par les laboratoires que la faim pourra finalement se transformer en abondance*»⁹.

Bien sûr, notre bon apôtre ne songe nullement à mieux répartir les richesses ou à la révolution sociale. Mais il annonce déjà la couleur écolocrate avec ses appels à «l'urgence» ou aux «générations à venir».

Dans le milieu académique, il est de bon ton de forcer le trait pour accaparer l'attention et pour décrocher les crédits, ce que font Liebig et Crookes. Envers le bon peuple, l'essentiel est de faire peur, et le système capitaliste trouvera bien (et trouve) ses moyens de régulation... Un siècle avant les délires catastrophistes dégoulinant jusqu'au chrétien Al Gore ou au télévisuel Hulot, les ressorts idéologiques sont en place, la bourgeoisie mène la lutte des classes jusque dans la science.



Reclus, toujours d'actualité...

Tout en prônant la révolution sociale, Élisée Reclus ne déjuge pas l'ingéniosité technique des êtres humains pour la gestion des sols¹⁰ : «*Si le genre humain s'occupait d'accroître méthodiquement les produits du sol et de ne rien laisser au hasard, que d'œuvres entamées pourraient s'achever, que de connaissances certaines pourraient être appliquées, que de progrès s'accompliraient!*»¹¹ Ah, «le progrès» ! Idée maudite par tous les curés et les ayatollahs de la terre qui ne veulent pas d'un dépassement de la condition humaine, et qui, au contraire, veulent des limites, toujours plus de limites !

6. Après la tentative du «marxisme libertaire», également pratiquée après Mai 68, mais qui a fait long feu, les marxistes cherchent le nouveau vent porteur du côté de l'écologie. Cette verdisation ne nous amène rien de bon sur le plan politique (les alliances et les stratégies électorales se nouent déjà, le capitalisme vert se structure politiquement) et encore moins sur le plan théorique (à moins que les marxistes ne découvrent les racines conservatrices et réactionnaires de l'écologisme).

7. Interview dans *The Great Global Warming Swindle*, Channel 4, documentaire, 2007.

8. «Le Président du Giec est-il une ordure?», *Le Post archives — Le Huffington Post*, 11 janvier 2010.

9. Crookes William (1917), *The Wheat Problem: Based on Remarks made in the Presidential Address to the British Association at Bristol in 1898*, New York, Longmans, Green, and Co.,

10. Contrairement au gourou Pierre Rabhi qui nous assène tranquillement qu'il ne pense pas que l'humanité soit intelligente (*Siné Hebdo*, été 2014). Bien sûr, les êtres humains peuvent se conduire stupidement. Mais ils peuvent aussi agir intelligemment. Cette sentence misanthropique de Rabhi relève décidément de la religion du péché originel...

11. *L'Homme et la Terre* (1905), t. VI, p. 300.

1. Par exemple : «La patrie du capital ne se trouve pas sous les tropiques», *Le Capital*, vol. I, chap. XVI, p. 365 (Éditions sociales).

2. *L'Homme et la Terre* (1905), t. VI, p. 294.

3. *Ib.*, p. 295.

4. *Ib.*, p. 297.

5. *Ib.*, p. 300.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Guerre à la guerre

Jean Jaurès, la social-démocratie allemande et la guerre (2/3)

René Berthier

Groupe Gaston-Leval
de la Fédération anarchiste

LES SOCIALISTES ALLEMANDS avaient voté à leur congrès tenu à Dresde une motion condamnant toute participation à une coalition avec les partis politiques bourgeois. Ils firent adopter cette motion au congrès international d'Amsterdam en 1904 : « Le congrès condamne de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à remplacer la tactique éprouvée et glorieuse fondée sur la lutte de classes par une politique de concessions à l'ordre établi qui aboutirait à faire d'un parti révolutionnaire, qui poursuit la transformation [...] de la société bourgeoise en une société socialiste, [...] un parti se contentant de réformer la société bourgeoise. »

Les socialistes allemands n'avaient pas abandonné la rhétorique révolutionnaire alors que dans la pratique leur organisation et leur politique étaient totalement intégrées à la société bourgeoise. Ils continuaient obstinément – suivant en cela Marx et Engels – à penser que la classe ouvrière était majoritaire et qu'inéluctablement une majorité de travailleurs finiraient par voter pour eux. Les social-démocrates allemands étaient donc opposés à toute participation à une coalition gouvernementale. Cette attitude n'arrangeait pas les socialistes français, à commencer par Jaurès, qui était favorable à la participation des socialistes à un gouvernement de coalition – sous certaines conditions.

Par ailleurs, les social-démocrates allemands étaient extrêmement vagues, voire réticents, concernant toute proposition d'appel à une grève générale en cas de guerre, tandis que Jaurès était très ferme sur la nécessité de répondre à la guerre par une grève. Jaurès était sur une position « pragmatique », somme toute parfaitement orthodoxe d'un point de vue marxiste : on ne pouvait pas mettre tous les partis bourgeois dans le même sac. Il préconisait la participation à un gouvernement avec les fractions les plus progressistes de la bourgeoisie. Mais en même temps, il tenta de

faire adopter le principe d'une grève générale si une guerre éclatait, ce à quoi les dirigeants social-démocrates allemands n'étaient pas disposés. Jaurès était en relation avec des syndicalistes révolutionnaires français, dont les analyses sur la grève générale l'avaient influencé.

Les social-démocrates allemands étaient sur des positions rigides quant à l'action politique, d'autant plus rigides que, sauf circonstances exceptionnelles, ils n'avaient de toute façon aucune chance d'être en position de participer à un gouvernement dans l'Empire allemand. En revanche, sur la question très pratique de savoir ce qu'il fallait faire si une guerre éclatait, les dirigeants social-démocrates allemands restaient extrêmement vagues. Au congrès de 1904 à Amsterdam, Jaurès échoua sur la question de la grève pour empêcher la guerre, et dut se replier sur la « motion de Dresde ». Il fit une intervention remarquable dans laquelle il dénonça l'hypocrisie de la social-démocratie allemande. Selon lui, l'application, à l'ensemble des partis de l'Internationale, de la motion de Dresde condamnant toute alliance électorale consistait à appliquer à ceux-ci des « règles d'action, ou plutôt d'inaction qui s'imposent à l'heure actuelle à la démocratie socialiste allemande ».

Jaurès raille l'attitude des dirigeants socialistes allemands sur une affaire parfaitement lamentable : les patrons voulaient faire signer aux ouvriers une pétition en faveur de l'empereur. Les dirigeants social-démocrates ont refusé d'intervenir pour empêcher les ouvriers allemands de la signer ! Ce faisant, dit Jaurès, « vous continuez ainsi à émousser, à obscurcir, à affaiblir dans le prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante. Eh bien, parce que vous, vous n'avez pas cette tradition révolutionnaire, vous la regardez avec une sorte de déplaisir chez les peuples qui y recourent, et vous n'avez qu'outrages, vos théoriciens n'ont que dédain





pour nos camarades belges qui étaient, au péril de leur vie, descendus dans la rue pour conquérir le suffrage universel ».

C'est une allusion évidente au fait que le suffrage universel fut accordé en Allemagne par Bismarck et non à la suite d'une lutte. Remuant le couteau dans la plaie, Jaurès rappelle que les Allemands a) n'ont pas de tradition révolutionnaire et b) que leurs traditions parlementaires ne leur servent à rien : « Vous n'avez pas de force parlementaire. Quand bien même vous seriez la majorité au Reichstag, vous êtes le seul pays où vous ne seriez pas, le socialisme ne serait pas le maître, s'il avait la majorité. Car votre Parlement n'est qu'un demi-Parlement, un Parlement qui n'est pas un Parlement lorsqu'il n'a pas en mains la force exécutive, la force gouvernementale, quand ses décisions ne sont que des vœux, arbitrairement cassés par les autorités de l'empire. »

Treize ans auparavant, Engels avait fait le même constat : le Parlement n'a aucun pouvoir. En 1891, les deux principales revendications de 1848 sont réalisées : l'unité nationale et le suffrage universel ; or, Engels fait remarquer dans sa critique du programme d'Erfurt que « le gouvernement possède tout pouvoir exécutif » et que les « chambres n'ont pas même le pouvoir de refuser les impôts ». « La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie », dit-il encore, confirmant l'opinion de Bakounine selon laquelle les formes démocra-

tiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple. Le « despotisme gouvernemental », dit encore Bakounine, trouve ainsi une forme nouvelle et efficace dans la pseudo-volonté du peuple. Or les élections qui viennent de se dérouler en Allemagne ont donné aux socialistes trois millions de suffrages ! Après de tels résultats, leur dit Jaurès, on attendait de vous « un mot d'ordre, un programme d'action, une tactique » : « Et alors, vous avez, devant votre propre prolétariat, vous avez devant le prolétariat international, masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques, que votre éminent camarade Kautsky vous fournira jusqu'à épuisement vital. (Applaudissements et rires.) »

L'adoption de la motion de Dresde, conclut Jaurès, signifie que le socialisme international dans tous les pays « s'associe à l'impuissance momentanée, mais formidable, à l'inaction provisoire, mais forcée de la démocratie allemande ».

Bebel crut s'en sortir en faisant une critique de la démocratie bourgeoise. C'était là donner des armes à Jaurès, qui répliqua en déclarant que la république n'était pas en soi une garantie de progrès : la démocratie resterait stagnante si elle « n'était pas sans cesse avertie, contrainte par l'action de classe du prolétariat ». Jaurès s'étonne que dans certains pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le prolétariat socialiste « ne se propose pas comme objet essentiel et immédiat le remplacement de la forme monarchique par

l'institution républicaine ». Un point encore sur lequel il rejoint Bakounine... Il ne comprend pas que dans ces pays le prolétariat se contente d'utiliser les institutions accordées par la monarchie. Prenez garde, avertit le socialiste français : « Si la République n'est pas en ce moment dans tous les pays la condition nécessaire du progrès économique et social », en France elle est « le résultat d'un mouvement révolutionnaire qui a créé la France moderne ».

Et Jaurès étale le « curriculum révolutionnaire » du peuple français : « 1791, la pétition du Champ-de-Mars, en 1792 par l'entrée du peuple au château des Tuileries, en janvier 1793 sur la place de la Concorde, où tombait la tête de Louis XVI, en 1830, en 1848, en 1871. » Pour Jaurès, « la République est la forme logique et suprême de la démocratie ». La « monarchie sociale » que la social-démocrate ne veut ou ne peut remettre en cause, peut bien donner au prolétariat quelques réformes ; mais prenez garde, dit encore le socialiste français, « ce jeu qui peut donner pratiquement quelques résultats, il ne vaut pas pourtant les viriles et directes conquêtes par la volonté du prolétariat libre ». C'était une allusion très claire au fait qu'en Allemagne, ce n'est pas, comme l'avait dit Jaurès au début de son intervention, le prolétariat « qui a conquis sur les barricades le suffrage universel. Il l'a reçu d'en haut... ». C'était là un gros pavé dans la mare social-démocrate allemande.

R.B.

À suivre dans le prochain numéro...

L'école des barricades

L'ÉCOLE DES BARRICADES, vingt-cinq textes pour une autre école, 1789-2014, c'est le titre de l'anthologie que nous a concoctée Grégory Chabat pour cette rentrée des classes où une ministre chasse l'autre sans pour autant remettre en cause la grande machine à lessiver les cerveaux et à enfermer les corps. Il s'agit donc d'une anthologie qui ne repose pas seulement sur le savoir théorique de l'auteur, mais sur ses vingt années d'expérience d'enseignement en collège, son implication au sein de la Fédération CNT de l'éducation et de son engagement dans la revue *N'Autre école* qui œuvre pour une révolution sociale, éducative et pédagogique. Autant dire que les textes que Greg a retenus, aux prix de choix cornéliens (programme oblige), résultent d'une réflexion qui vise à ouvrir notre champ de réflexions sur la question centrale de l'éducation et de ses liens indéfectibles avec l'émancipation pour les uns, l'aliénation et le contrôle social pour les autres. Les textes publiés ici sont rapidement présentés ainsi que leurs auteurs, tout cela calibré à dix mille signes (et assorti d'une petite bibliographie thématique en fin de volume) afin d'en faciliter la découverte et la lecture. Le tout avec une écriture agréable qui pousse à toujours lire le chapitre suivant. Présentation ramassée et textes brefs, autant dire pédagogiques, qui de fait ne sont que des incitations, une invitation, à continuer et approfondir avec d'autres supports. Textes concis qui, tous, sont issus de la même volonté : « Réaliser l'instruction par la révolution et la révolution par l'instruction », comme l'écrivait Maurice Dommanget. Tous sauf un qui, en fin de volume, concerne les réac-puplains ; il rappelle leurs thèses les plus conservatrices et leur haine de l'égalité en général et de l'égalité des intelligences et de tous devant le savoir en particulier. Les extraits proposés couvrent une large période, des conceptions de Fourier – « inventeur » selon plusieurs auteurs de la pédagogie libertaire –, reprises par Proudhon : l'école-atelier et l'enseignement intégral ou l'éducation conjointe de la main et du cerveau qui vise l'épanouissement des individus ; à celles contemporaines de Noëlle Smet qui nous rappelle « qu'une pratique pédagogique va toujours de pair avec une vision politique » (page 193) explicite ou non, ou encore celle de Charlotte Nordmann, qui souligne opportunément le lien entre l'école et le marché et dont la fonction est avant tout de nous faire accepter et « reconnaître l'ordre social [et de nous] y soumettre » (page 203). Entre ces deux pôles, un extrait de l'œuvre de « l'ignorant » Jacotot et son ambi-



tion de « mettre l'élève en position d'apprendre » (page 24), de l'incontournable Pelloutier à la recherche de la science de son malheur, de Ferrer et de son école moderne et d'Albert Thierry qui souhaitait tirer toute sa pédagogie de ses élèves (page 82). Mais aussi extraits de Korczak et son destin tragique à la fin de sa petite république éducative et du mouvement Freinet pour lequel « sans la révolution à l'école, la révolution politique et économique ne sera qu'éphémère » (page 113). Et de quelques autres évocations encore qui favorisent la découverte de cette pédagogie des barricades souvent fortement teintée de pédagogie libertaire. Hormis ce survol des grands classiques des pédagogies de l'émancipation et de ses militants, l'auteur, grâce à quelques pas de côté, nous permet de (re) découvrir l'ambition pédagogique de la Commune de Paris ainsi que le rôle des instituteurs syndicalistes de *L'École émancipée* qui affirmaient que seul « l'instituteur, homme libre, pourrait librement instruire et former des hommes libres » (page 76) ; voire, de nous sensibiliser à la « pédagogie sociale » d'Helena Radlinska/Laurent Ott. Sans oublier la plus récente pédagogie institutionnelle et ses conseils (au sens de soviétique) d'élèves dont l'un des animateurs affirme droit dans ses bottes : « En classe, il n'y a pas de problèmes de discipline, il n'y a que des problèmes d'organisation » (page 140). Plus surprenant et beaucoup moins connue, c'est l'un des moments fort de

l'ouvrage, c'est la découverte de l'intérêt constant de Simone Weil, la combattante de la colonne Durruti, pour l'éducation du prolétariat fondée, selon Grégory Chabat, sur « l'échange réciproque de savoir » (page 132) et sur « l'union du travail intellectuel et du travail manuel » (page 136) dans la tradition proudhonienne. Enfin, après avoir évoqué l'incontournable Lycée autogéré de Paris et son frère (presque) jumeau, le lycée expérimental de Saint-Nazaire, l'auteur fait état d'expérimentations pédagogiques barricadières sous d'autres latitudes qui ont pris quelquefois un caractère de masse comme les EPK (Ecole populaire kanak) dans les années 1980 qui touchèrent entre 6 et 15 % des enfants (page 161) avant d'être dénoncées comme subversives par les dignitaires du FLNKS. Ou encore, depuis 1994, les très vivantes et très vivaces écoles zapatistes fréquentées par plus de 15 000 mille enfants qui s'y éduquent et qui, comme le clame Manuel (11 ans) ici, « ne se laissent pas faire », parce qu'ils sont des zapatistes (page 176). En bref, un livre riche qui permet pour les uns de revoir leurs classiques et pour d'autres, parfois les mêmes, de découvrir de nouvelles terres où se sont élevées et s'érigent encore les barricades de la liberté.

Hugues Lenoir

Groupe Commune de Paris de la FA

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 02 octobre

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité

20:30 > 22:30 **Jazzlib'** Ce jeudi nous recevrons le contrebassiste Jacques Vidal à l'occasion de la sortie de son disque en hommage à Charlie Mingus: Cuernavaca.

Vendredi 03 octobre

16:00 > 17:30 **Sortir du colonialisme.** Une émission internationaliste qui cherche à comprendre, décrypter et combattre la persistance et les ravages du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui.

Dimanche 05 octobre

14:00 > 15:30 **Naséma.** Naséma se veut un espace de dialogue et de partage entre les différents acteurs-rices de la lutte contre le sida (personnes séropositives, militant-es, personnels soignants...).

Lundi 06 octobre

16:00 > 18:00 **Trous Noirs.** Traité transatlantique: les multinationales à l'assaut des normes sociales, sanitaires et environnementales, avec René Berthier.

Mardi 07 octobre

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** Les Fatals Picards seront à l'Olympia le 1er novembre à 20 h. Mais avant, Laurent Honel, guitariste du groupe, vient dans Parole d'Associations nous parler de ce groupe mythique!

La librairie du Monde libertaire

a besoin de vous !

QU'EST-CE QUE NOTRE LIBRAIRIE ?

Un espace militant accessible toute l'année. Des milliers de livres, et puis des revues, et des DVD, des CD. Des débats, des films, des expos, des concerts, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier. Un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste.

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais qui augmentent, les poches vides des camarades... Bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples. Important face à la montée du racisme et du nationalisme. Important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

COMMENT NOUS AIDER ?

Par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de « Publico » à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris).

En espèces ou CB directement à la librairie.

Sur notre site, librairie-publico.com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

LIBRAIRIE

PUBLICO

145 RUE AMELOT, 75011 PARIS

Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire

Du lundi au vendredi : 14h00 / 19h30 et le samedi : 10h00 / 19h30

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 3 octobre

Paris XI^e

19h30. L'émission Blues en liberté de Radio libertaire (chaque mercredi à 10h30) remettra le couvert à Publico pour les soirées blues. Il s'agit de "Gunsmoke blues" tourné par l'équipe télé d'un feuilleton américain. En pause ils saisissent l'opportunité du passage d'une tournée de blues. A l'affiche: Big Mama Thornton, Big Joe Turner, Muddy Waters et l'harmoniciste Georges Smith. Filmés sur scène comme dans des interviews à brûle pourpoint, ils sont au meilleur de leur forme! Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 4 octobre

Paris XI^e

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Avec Marcel Eglin et Françoise Vincent avec Sylvie Hoppe. Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

Mardi 7 octobre

Nîmes (30)

Jean-Pierre Levaray (Putain d'usine, Tue ton patron...) signera ses livres à la librairie Diderot (2 rue E. Jamais) à 17h00 et animera une rencontre publique à 19h30 au Centre Néruda (1 place Hubert Rouger).

Du 9 au 12 octobre

Blois (41)

La librairie du Monde libertaire sera présente au Rendez-vous de l'histoire à Blois.

Samedi 11 octobre

Paris XI^e

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Avec Les Chanteurs livreurs.

Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 18 octobre

Paris XI^e

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Avec Rachel. Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

Jusqu'au 24 octobre

Paris XI^e

Exposition sur La Commune de Paris. Tout le monde en a entendu parler. Beaucoup connaissent son histoire bien qu'elle ne figure pas dans les manuels scolaires. Eric Savignac et

Dominique Guerin ont cherché dans les poussières du second empire l'origine de cet épisode improbable d'un Paris libre et autogéré. 20 planches, des textes, un album. Exposition de peintures jusqu'au 24 octobre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 25 octobre

Paris XI^e

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Avec Frédérique chante Gaston Couté et Pierre Mac Orlan. Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

L'École de La Rue

Cycle littérature et politique : petit choix anarchiste

Samedi 20 septembre 16 heures.

« Et pourtant ils écrivent »: les écrivains anarchistes à la fin du XIX^e siècle en France.

Conférence par Caroline Granier.

Samedi 4 octobre 16 heures.

Les ruines de Louise Michel ? Œuvre, projet littéraire, plan d'écriture.

Conférence par Claude Réat.

Samedi 18 octobre 16 heures.

Littérature et science-fiction.
Conférence par Bertille Samie.

À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris (XVIII^e)

Organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.
Programme sur le site www.groupe-louise-michel.org



SAMEDI 4 OCTOBRE 2014

10 ANS DE CREUSE-CITRON
SALLE DES FÊTES DE SAVENNES

LA BÊTE NOIRE INVITE **CREUSE-CITRON**

journal de la Creuse libertaire

Pour déminer les idées reçues,
venez faire péter la fête
avec des explo-sitions, des rencontres et de la musique
le tout démilitarisé et dégoupillonné.



À PARTIR DE 14h
ENTRÉE LIBRE

PROGRAMME

Comme pour votre argent, ne pas jeter sur la voie publique